



PRÉFET DES DEUX-SÈVRES

Préfecture

Direction du Développement Local et
des Relations avec les
Collectivités Territoriales

Bureau de l'Environnement

***Installations Classées
Pour la Protection de l'Environnement***

**Arrêté préfectoral complémentaire n° 5491 du 9 septembre 2014
relatif à la création et l'exploitation d'une station d'épuration
par la SAS SOCOPA VIANDES,
destinée à traiter les effluents de son abattoir situé
ZA Nord, route de Vitré à CELLES SUR BELLE**

**Le Préfet des DEUX-SEVRES
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

VU le code de l'environnement – livre V – Titre 1er - partie législative et réglementaire et notamment les articles L.214-7, R512-28 à R512-32 ;

VU le code de la santé publique ;

VU le chapitre II de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles dite « directive IED »

VU l'ordonnance n° 2012-7 du 5 janvier 2012 portant transposition du chapitre II de la directive IED précitée ;

VU le décret n° 2013-374 du 2 mai 2013 portant transposition du chapitre II de la directive IED susvisée ;

VU le tableau constituant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, annexé à l'article R. 511-19 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 30 avril 2004 modifié relatif aux prescriptions applicables aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises à autorisation sous la rubrique n° 2210 « abattages d'animaux » ;

VU l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets ;

VU l'arrêté interministériel du 19 décembre 2011 modifié en dernier lieu le 23 octobre 2013, relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 juin 2009 relatif au 4ème programme d'actions à mettre en œuvre pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

VU l'arrêté préfectoral n° 255 du 31 août 2012 établissant le référentiel régional de mise en œuvre de l'équilibre de la fertilisation azotée pour la région Poitou-Charentes ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2205 du 9 novembre 1989 autorisant la Société SOCOPA-SUD-LOIRE à exploiter une unité d'abattage et de découpe de porcs, ZA Nord, route de Vitré, sur la commune de CELLES SUR BELLE ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 4225 du 28 juin 2004 relatif à des modifications intervenues au sein de l'établissement précité ;

VU le récépissé de transfert n° 4300 du 19 janvier 2005 au nom de la SEAE SOCOPA CELLES, des actes administratifs susvisés ;

VU le récépissé de déclaration n° 6166 du 25 avril 2005 relatif à l'exploitation de deux tours aéroréfrigérantes à circuit fermé, sur ledit site ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 4858 du 7 août 2009 modifiant et complétant les prescriptions antérieures suite à la production d'un bilan décennal de fonctionnement de cet abattoir et transférant à la SAS SOCOPA VIANDES les actes administratifs susvisés ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 5332 du 24 avril 2013 imposant à la SAS SOCOPA VIANDES de produire un dossier de demande d'autorisation relatif à la mise en place d'une station d'épuration afin de traiter ses effluents industriels et prolongeant la période transitoire permettant à l'exploitant d'épandre ses effluents non traités ;

VU la demande et l'ensemble des plans et documents présentés par la SAS SOCOPA VIANDES, en vue d'être autorisée à exploiter une station d'épuration sur le site de l'abattoir situé ZA Nord, route de Vitré à CELLES SUR BELLE ;

VU l'avis émis par le conseil municipal de THORIGNE et le courrier du maire de CELLES SUR BELLE ;

VU les avis émis par les services administratifs consultés ;

VU l'avis émis par le commissaire enquêteur, à l'issue de l'enquête publique qui s'est déroulée du 18 novembre au 20 décembre 2013, en mairie de CELLES SUR BELLE ;

VU rapport de l'Inspection des Installations Classées, en date du 31 mars 2014 ;

VU l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CoDERST), réuni le 22 avril 2014 ;

VU le projet d'arrêté transmis à la SAS SOCOPA VIANDES, en application de l'article R512-26 du code de l'environnement, en l'invitant à formuler ses observations dans le délai de 15 jours ;

VU la réponse de l'exploitant, en date du 19 juin 2014 ;

VU l'arrêté préfectoral du 7 février 2013 portant délégation de signature à M. Simon FETET, Secrétaire Général de la Préfecture des Deux-Sèvres ;

CONSIDERANT qu'aux termes de l'article L.511.1 du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que la mise en place d'une station d'épuration répond aux exigences réglementaires ne permettant plus l'épandage d'effluents non traités, tout au long de l'année ;

CONSIDERANT que le présent arrêté comporte des prescriptions de nature à encadrer la nouvelle gestion des effluents et des mesures de suivi de la qualité des eaux du cours d'eau La Belle ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation de l'installation, telles que définies par le présent arrêté, seront de nature à limiter les dangers ou inconvénients que peut présenter ladite installation pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité et la salubrité publiques, ainsi que pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture,

A R R Ê T E

Article 1^{er} :

La SAS SOCOPA VIANDES, dont le siège social est situé ZI de Kergostiou – 29300 QUIMPERLE, est autorisée sous réserve du respect des prescriptions des actes antérieurs en date du 9 novembre 1989, du 28 juin 2004 et du 7 août 2009, modifiées et complétées par celles du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de CELLES SUR BELLE, Z.A. nord, route de Vitré, un abattoir et un atelier de découpe de pores.

Article 2 :

Les dispositions de l'arrêté n° 4858 du 7 août 2009 sont modifiées et complétées ainsi qu'il suit :

Article 2.1 :

⇒ L'article 1.2.1 est remplacé par l'article 1.2.1 suivant :

ARTICLE 1.2.1 - LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNEES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSEES

| Rubrique | AS, A, D, NC | Libellé de la rubrique (activité) | Critère de classement | Seuil du critère | Unité du critère | Volume autorisé | Unité du volume autorisé |
|----------|--------------------|--|---|-------------------|------------------|-----------------|--------------------------|
| 2210.1 | A | Abattage d'animaux, le poids des animaux exprimé en carcasses étant, en activité de pointe : | poids des animaux en carcasses | 5 | t/j | 168 | t/j |
| 3641 | A | Exploitation d'abattoir | Capacité de production | 50 | t/j | 168 | t/j |
| 2221.A | A | Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale, par découpage, cuisson, appertisation, surgélation, congélation, lyophilisation, déshydratation, salage, séchage, saurage, enfumage, etc. : à l'exclusion des produits issus du lait et des corps gras, mais y compris les aliments pour les animaux de compagnie. | Installations dont les activités sont classées au titre de la rubrique 3642 | | | | |
| 3642-1 | A | Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus : 1- Uniquement de matières premières animales (autre que le lait exclusivement) | tonnes de produits finis par jours | 75 | t/j | 111 | t/j |
| 1136.B.b | A | Ammoniac (emploi ou stockage de l') - emploi | Quantité totale susceptible d'être présente | $1,5 < Q_t < 200$ | t | $Q_t = 5,5$ | t |

| | | | | | | | |
|----------|----|---|--------------------------------------|----------------------------|-------------------|-------|-------------------|
| 2910-A.2 | DC | Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 167-C et 322-B-4. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes | puissance thermique maximale | $2 < P_{tm} < 20$ | MW | 2,4 | MW |
| 2921.b | DC | Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (installations de) : | Puissance thermique évacuée maximale | $< 3\ 000$ | kW | 2 863 | kW |
| 1432.2 | NC | Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de) stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 | capacité équivalente totale | $10 < Q \text{ et } < 100$ | m ³ | 8,5 | m ³ |
| 1434 | NC | Liquides inflammables (Installation de remplissage ou de distribution) Installations de chargement de véhicules-citernes, de remplissage de récipients mobiles ou des réservoirs des véhicules à moteur | débit maximum équivalent | 1 | m ³ /h | 0,72 | m ³ /h |
| 2920 | NC | Installation de compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ Pa, et comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques. | Puissance absorbée | $> 10 \text{ MW}$ | kW | 132 | kW |

A (Autorisation) - E (Enregistrement) - D (Déclaration) - NC (Non Classé)

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

Le classement des activités de l'établissement au titre de la rubrique n° 3641 et 3642 de la nomenclature implique que l'installation est soumise aux dispositions du décret 2013-374 du 02 mai 2013 portant transposition du chapitre II de la Directive IED relative aux émissions industrielles, la rubrique principale de l'installation étant la 3641 et le BREF applicable étant celui concernant les abattoirs et équarrissage (BREF code : SA)

Article 2.2 :

⇒ *Le chapitre 1.7 est remplacé par le chapitre 1.7 suivant :*

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous :

| Dates | Textes |
|------------|---|
| 31/01/2008 | Arrêté relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets |
| 23/01/1997 | Arrêté relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement |
| 04/10/2010 | Arrêté relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation |

Article 2.3 :

⇒ Le chapitre 4.3 est remplacé par le chapitre 4.3 suivant :

CHAPITRE 4.3 - TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'EPURATION ET LEURS CARACTERISTIQUES DE REJET AU MILIEU

IDENTIFICATION DES EFFLUENTS

Les effluents produits par le site sont qualifiés d'eaux usées industrielles provenant d'une activité principale d'abattage d'animaux de boucherie.

ARTICLE 4.3.1 - COLLECTE DES EFFLUENTS

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

ARTICLE 4.3.2 - GESTION DES OUVRAGES : CONCEPTION, DYSFONCTIONNEMENT

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

A titre transitoire et dans l'attente de la mise en œuvre de la Meilleure Technique Disponible (MTD), l'exploitant est autorisé à pratiquer l'épandage des effluents pré-traités dans les conditions définies au chapitre 4.4.

En tout état de cause, le terme de la période transitoire est fixé au 30 juin 2015.

ARTICLE 4.3.3 - ENTRETIEN ET CONDUITE DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT

L'installation possède un dispositif de prétraitement des effluents produits comportant, au minimum, un dégrillage et, le cas échéant, un tamisage, un dessablage et un dégraissage. Le dégrillage est équipé d'ouvertures ou de mailles dont la taille n'excède pas 6 mm ou de systèmes équivalents assurant que la taille des particules solides des eaux résiduaires qui passent au travers de ces systèmes n'excède pas 6 mm. Tout broyage, macération ou tout autre procédé pouvant faciliter le passage de matières animales au-delà du stade de prétraitement est exclu. Ce dispositif est conçu de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

Le type de dégrillage utilisé, le temps de séjour des effluents stockés et la fréquence d'entretien de ces dispositifs sont adaptés en conséquence.

Les rejets d'eaux résiduaires doivent faire l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites définies à l'article 4.3.6 du présent arrêté, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents.

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue. Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.

Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.

Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 4.3.4 - LOCALISATION DES POINTS DE REJET

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au point de rejet qui présente les caractéristiques suivantes :

| | |
|---|--|
| Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté | N° 1 – rejet dans la Belle |
| Coordonnées (Lambert 93) | X : 453 033 Y : 657 9087 |
| Nature des effluents | Eaux industrielles traitées |
| Débit maximal journalier (m ³ /j) | Rejet à la Belle : 435 m ³ /j Epannage : 840 m ³ /j |
| Débit maximum horaire (m ³ /h) | 18,5 m ³ /h |
| Exutoire du rejet | Station d'épuration gérée par SOCOPA VIANDES, suivie d'un rejet en milieu naturel dans le cours d'eau la Belle ou par épannage sur des parcelles agricoles . |

ARTICLE 4.3.5 - CONCEPTION, AMENAGEMENT ET EQUIPEMENT DES OUVRAGES DE REJET

Article 4.3.5.1 - Conception

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à :

- réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci,
- ne pas gêner la navigation (le cas échéant).

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

En cas d'occupation du domaine public, une convention sera passée avec le service de l'Etat compétent.

Article 4.3.5.2 - Aménagement

- Aménagement des points de prélèvements

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

- Section de mesure

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Article 4.3.5.3 - Equipements

Les systèmes permettant le prélèvement continu sont proportionnels au débit sur une durée de 24 h, disposent d'enregistrement et permettent la conservation des échantillons à une température de 4°C.

ARTICLE 4.3.6 - CARACTERISTIQUES GENERALES DE L'ENSEMBLE DES REJETS

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : 30 °C
- pH : compris entre 5,5 et 8,5.

Les eaux résiduaires, après prétraitement seront traitées en station d'épuration et, selon la période ou le niveau d'étiage du cours d'eau La Belle. Elles seront soit déversées dans le ruisseau La Belle, soit feront l'objet d'un épandage sur le parcellaire joint en annexe du présent arrêté.

Le rejet dans le milieu naturel s'effectue via une canalisation étanche et résistant aux ruptures en aval du puits Miséré sur la commune de CELLES SUR BELLE dans les conditions définies par le présent arrêté, dès que le débit de la Belle, mesuré au pont route de Melle, est supérieur à 182 l/s, à l'exception de la période du 1^{er} avril au 31 octobre pendant laquelle, les effluents traités seront valorisés par épandage, ou lorsque le débit de la Belle est inférieur à 182 l/s.

L'épandage pourra être étendu à des périodes non fixées dans la situation précédente, lorsque le rejet ne permet pas de respecter les normes imposées par la protection du milieu récepteur (étiage, qualité de l'effluent). Dans ce cas l'exploitant devra au préalable en informer l'Inspecteur des Installations Classées en application de l'article R. 512-69 du code de l'environnement.

Les opérations de rejet ou d'épandage relèvent de la responsabilité de l'industriel (fonctionnement, gestion, suivi). Pour ce faire un responsable (salarié de l'entreprise) sera officiellement désigné et connu de l'Inspecteur des Installations Classées. Un calendrier de la destination (rivière, épandage, n° de parcelle,...) et du volume des eaux rejetées sera tenu à jour.

Une attention toute particulière sera portée au niveau des conditions de fonctionnement et d'entretien des outils de collecte et prétraitement de la boyauterie (tamisage, dégraissage), de la station de prétraitement général de l'abattoir. Les outils de prétraitement et les canalisations quels qu'ils soient doivent être équipés et entretenus correctement. Ils ne doivent pas être source de nuisance pour le voisinage et l'environnement.

Les quantités de résidus de dégrillage, de tamisage et de dégraissage émises sont consignées sur un registre tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées. Ces déchets sont collectés et traités dans des conditions conformes à la réglementation.

Les eaux résiduaires à l'entrée de la station d'épuration, après le prétraitement, sont proches des valeurs suivantes :

| Paramètres | Entrée station d'épuration | |
|---------------------------------------|----------------------------|----------------|
| | Concentration (mg/l) | Flux (kg/j) |
| Débit maximal journalier | 653,8 m ³ /j | |
| Débit maximal de pointe | | |
| Demande chimique en oxygène (DCO) | 9489 | 6204 |
| Demande Biochimique en Oxygène (DBO5) | 3880 | 2537 |
| Matières En Suspension (MES) | 5900 | 3857 |
| Azote Global (NGL) | 300 | 196 |
| Phosphore total (Pt) | 39 | 25 |

Les eaux traitées doivent respecter les valeurs suivantes :

| Paramètres | Rejet à la Belle | | Epandage | |
|---------------------------------------|--|----------------|---|----------------|
| | Concentration (mg/l) | Flux (kg/j) | Concentration (mg/l) | Flux (kg/j) |
| Débit maximal journalier | 435 m ³ /j 7 jours par semaine | | 840 m ³ 5 jours par semaine | |
| Débit maximal de pointe | 5,1 l/s | | | |
| Demande chimique en oxygène (DCO) | 90 | 39,15 | 125 | 105 |
| Demande Biochimique en Oxygène (DBO5) | 25 | 10,88 | 30 | 25,2 |
| Matières En Suspension (MES) | 30 | 13,05 | 35 | 29,4 |
| Azote Global (NGL) | 10 | 4,35 | 30 | 25,2 |
| Phosphore total (Pt) | 1,5 | 0,65 | 10 | 8,4 |

Les points de mesure seront les suivants :

- à l'entrée de la station d'épuration ;
- à la sortie du clarificateur ;

Les prélèvements sont réalisés sur une durée de vingt-quatre heures, proportionnellement au débit, et conservés en enceinte réfrigérée.

Le jour de prélèvement sera différent d'une semaine à l'autre.

La courbe de tarage de l'échelle limnimétrique pour lire le débit de la Belle sera validée par les services chargés de l'Inspection des Installations Classées, sur la base de l'expertise conduite par le syndicat mixte du bassin de la Boutonne.

ARTICLE 4.3.7 - GESTION DES EAUX POLLUEES ET DES EAUX RESIDUAIRES INTERNES A L'ETABLISSEMENT

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

ARTICLE 4.3.8 - EAUX PLUVIALES SUSCEPTIBLES D'ETRE POLLUEES

Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

Article 2.4 :

⇒ Le chapitre 4.4 suivant est ajouté :

CHAPITRE 4.4 - EPANDAGE

ARTICLE 4.4.1 - EPANDAGES INTERDITS

Les épandages non autorisés sont interdits.

ARTICLE 4.4.2 - EPANDAGES AUTORISES

L'exploitant est autorisé à pratiquer l'épandage de ses déchets *et/ou* effluents sur les parcelles, dont le plan figure en annexe au présent arrêté.

ARTICLE 4.4.3 - REGLES GENERALES

L'épandage de déchets ou effluents sur ou dans les sols agricoles respecte les règles définies par l'article 31 de l'arrêté ministériel du 30 avril 2004 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sous la rubrique n° 2210 « abattage d'animaux » et par l'arrêté relatif aux programmes d'action en vue de la protection des eaux par les nitrates d'origine agricole ou du programme de maîtrise des pollutions d'origine agricole.

En particulier, l'épandage ne peut être réalisé que si des contrats ont été établis entre les parties suivantes :

- Producteur de déchets ou d'effluents et prestataire réalisant l'opération d'épandage,
- Producteur de déchets ou d'effluents et agriculteurs exploitant les terrains.

Ces contrats définissent les engagements de chacun, ainsi que leur durée.

ARTICLE 4.4.4 - ORIGINE DES EFFLUENTS A EPANDRE

Les effluents à épandre sont constitués exclusivement des eaux industrielles traitées, provenant de la station d'épuration de l'abattoir.

Aucun autre déchet ne pourra être incorporé à ceux-ci en vue d'être épandu.

ARTICLE 4.4.5 - CARACTERISTIQUES DE L'EPANDAGE

Tout épandage est subordonné à une étude préalable telle que définie à l'article 31 de l'arrêté ministériel du 30 avril 2004 susvisé, qui devra montrer en particulier l'innocuité (dans les conditions d'emplois) et l'intérêt agronomique des produits épandus, l'aptitude des sols à les recevoir, le périmètre d'épandage et les modalités de sa réalisation.

Les produits à épandre présenteront les caractéristiques suivantes :

| | |
|---|---|
| Matières fertilisantes (flux annuel maximal) | <i>Volume : 170 000 m³ Potasse (en K₂O) : 5 100 kg Azote (en N) : 5 100 kg Phosphore (en P₂O₅) : 1 700 kg</i> |
| Paramètres physico-chimiques | <i>pH compris entre 6,5 et 8,5</i> |

Le périmètre d'épandage est de 217,36 ha.

ARTICLE 4.4.6 - QUANTITE MAXIMALE ANNUELLE A EPANDRE A L'HECTARE

La fertilisation doit être équilibrée et correspondre aux capacités exportatrices réelles des cultures concernées. En aucun cas la capacité d'absorption des sols ne doit être dépassée, de telle sorte que ni la stagnation prolongée sur les sols, ni le ruissellement en dehors du champ d'épandage, ni une percolation rapide vers les nappes souterraines ne puissent se produire.

Les apports azotés, toutes origines confondues (effluents d'élevage, engrais chimique ou autres apports azotés d'origine organique ou minérale), sur les terres faisant l'objet d'un épandage, tiennent compte de la nature particulière des terrains et de la rotation des cultures.

La fertilisation azotée organique est interdite sur toutes les légumineuses sauf la luzerne et les prairies d'association graminées-légumineuses.

Quels que soient les apports de fertilisants azotés, compatibles avec le respect de l'équilibre de la fertilisation, la quantité maximale d'azote d'origine organique contenue dans les produits épandus sur l'ensemble du plan d'épandage de l'établissement ne doit pas dépasser 170 kg par hectare et par an.

La fertilisation doit être équilibrée également pour l'élément phosphore et correspondre aux capacités exportatrices réelles de la culture ou de la prairie concernée.

Les doses d'apport sont déterminées en fonction :

- du type de culture et de l'objectif réaliste de rendement,
- des besoins des cultures en éléments fertilisants disponibles majeurs, secondaires et oligo-éléments, tous apports confondus.
- des teneurs en éléments fertilisants dans le sol, les effluents et tous les autres apports,
- des teneurs en éléments ou substances indésirables des effluents à épandre,
- de l'état hydrique du sol,
- de la fréquence des apports sur une même année ou à l'échelle d'une succession de cultures sur plusieurs années.
- du contexte agronomique et réglementaire local (programme d'action).

ARTICLE 4.4.7 - DISPOSITIFS D'ENTREPOSAGE ET DEPOTS TEMPORAIRES

Les dispositifs permanents d'entreposage de déchets et d'effluents sont dimensionnés pour faire face aux périodes où l'épandage est soit impossible, soit interdit par l'étude préalable.

Ils doivent être étanches et aménagés de sorte à ne pas constituer une source de gêne ou de nuisances pour le voisinage, ni entraîner une pollution des eaux ou des sols par ruissellement ou infiltration.

Le déversement dans le milieu naturel des trop-pleins des ouvrages d'entreposage est interdit.

Les ouvrages d'entreposage à l'air libre sont interdits d'accès aux tiers non autorisés.

ARTICLE 4.4.8 - MODALITE DE L'EPANDAGE

Article 4.4.8.1 - Périodes

Les périodes d'épandage, pendant lesquelles le rejet dans le cours d'eau est interdit ou fait l'objet de limitation, sont définies comme suit :

| MOIS | VOLUME A PRELEVER POUR EPANDAGE |
|---|--|
| Janvier Février Mars | 0% sauf lorsque le débit de la Belle, mesuré au pont route de Melle, est inférieur à 182 l/s ou dysfonctionnement de la station d'épuration. (1) |
| Avril Mai Juin Juillet Août Septembre Octobre | 100 % épandage (2) |
| Novembre Décembre | 0% sauf lorsque le débit de la Belle, mesuré au pont route de Melle, est inférieur à 182 l/s ou dysfonctionnement de la station d'épuration. (1) |

(1) lorsque le rejet ne permet pas de respecter les normes imposées à l'article 4.3.6 ou lorsque les conditions d'étiage justifient des mesures exceptionnelles.

(2) Lorsque la qualité du rejet et le débit du cours d'eau le permettent, et après avis de l'Inspecteur des Installations Classées, le rejet vers le milieu récepteur peut être réalisé.

En cas d'irrigation imposée par le mauvais fonctionnement de la station d'épuration, l'exploitant doit en informer l'inspecteur des Installations Classées en application de l'Article R.512-69 du Code de l'Environnement.

Article 4.4.8.2 - Modalités d'épandage

Les opérations d'épandage sont conduites de manière à valoriser au mieux les éléments fertilisants contenus dans les effluents et à éviter toute pollution des eaux.

Elles sont réalisées suivant le plan d'épandage établi à l'issue des études agro pédologiques et hydrogéologiques préalables.

Une convention, régissant les rapports entre l'exploitant de l'installation classée et chaque exploitant agricole concerné, doit être établie et tenue à disposition de l'Inspecteur des Installations Classées. Cette convention mentionne l'engagement de l'exploitant à respecter les recommandations figurant en annexe de l'arrêté ministériel du 22 novembre 1993 relatif au Code des Bonnes Pratiques Agricoles. Elle précise les modalités d'informations réciproques des deux parties sur les épandages effectivement réalisés.

Toute modification ou extension du périmètre d'épandage doit faire l'objet, au préalable, d'un dossier établi conformément à l'article R.512-33 du Code de l'environnement.

Les effluents sont épandus en priorité sur des terrains destinés à des cultures. Lors d'épandages destinés à des prairies, un délai sanitaire avant le retour du bétail est observé. Il est de 1 mois de mai à septembre et de 2 mois d'octobre à avril.

Toutes dispositions sont prises pour qu'en aucune circonstance, ni la stagnation prolongée sur les sols, ni le ruissellement en dehors du champ d'épandage, ni une percolation rapide vers les nappes d'eaux souterraines ne puissent se produire.

L'épandage est interdit :

- à moins de 50 mètres de toute habitation ou local occupé par des tiers, des terrains de camping agréés, ou des stades ; cette distance est portée à 100 mètres en cas d'effluents odorants,
- à moins de 50 mètres de points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ou des particuliers,
- à moins de 35 mètres des berges des cours d'eau,
- en dehors des terres régulièrement travaillées et des prairies normalement exploitées, et en l'absence de couvert végétal,
- sur les terrains de forte pente,
- pendant les périodes où le sol est gelé ou enneigé et lors de fortes pluies,
- à moins de 200 mètres des lieux de baignade,
- à moins de 500 mètres des sites d'aquacultures,
- par aéro-aspiration au moyen de dispositifs générateurs de brouillards fins lorsque les effluents sont susceptibles de contenir des micro-organismes pathogènes.

Article 2.5 :

⇒ A l'article 5.1.7, le tableau suivant est ajouté :

| Codes des déchets | Nature des déchets | Tonnage maximal annuel |
|-------------------|---------------------------------|------------------------|
| 02 02 99 | Boues de la station d'épuration | 6000 tonnes |

Article 2.6 :

⇒ Le **TITRE 9** est remplacé par le **TITRE 9** suivant :

TITRE 9- SURVEILLANCE DES EMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

ARTICLE 9.1 - PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

ARTICLE 9.1.1. - PRINCIPE ET OBJECTIFS DU PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en termes de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

ARTICLE 9.1.2. - MESURES COMPARATIVES

Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L. 514-5 et L. 514-8 du code de l'environnement. Cependant, les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.

ARTICLE 9.2 - MODALITES D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTOSURVEILLANCE

ARTICLE 9.2.1. - AUTO SURVEILLANCE DES EAUX RESIDUAIRES

Article 9.2.1.1. - Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets

Les dispositions minimum suivantes sont mises en œuvre :

| Paramètres | Auto surveillance assurée par l'exploitant | | | |
|---|--|--------------------------|---------------------|--|
| | Type de suivi | Périodicité de la mesure | | |
| Eaux résiduaires en entrée et en sortie de station d'épuration. | | | | |
| Volume | Sortie station | En continue | Sur canal de mesure | Sur un échantillon moyen de 24 heures asservi au débit |
| Température | Sortie station | Journalière | | |
| pH | Sortie station | Journalière | | |
| MES | Sortie station | hebdomadaire | | |
| DBO5 | Entrée station | Mensuelle | | |
| | Sortie station | Bi-mensuelle | | |
| DCO | Entrée | Mensuelle | | |
| | Sortie station | hebdomadaire | | |
| Azote Kjeldhal (NTK) | Entrée | Mensuelle | | |
| | Sortie station | Bi-mensuelle | | |
| Phosphore total | Entrée | Mensuelle | | |
| | Sortie station | Bi-mensuelle | | |
| Graisses | Sortie station | Mensuelle | | |

Les mesures comparatives mentionnées à l'article 9.1.2 sont réalisées pour les paramètres Volume, Température, pH, MES, DCO, DBO5 Azote Kjeldhal (NTK), Phosphore total et Graisse selon une fréquence semestrielle au moins.

La première année de la mise en service de la station d'épuration, 3 analyses concernant des paramètres microbiologiques seront programmées (Salmonella, Oeufs d'helminthes, Entérovirus) afin de caractériser les effluents, et le cas échéant d'adapter le délai entre l'épandage et la remise à l'herbe des animaux ou la récolte de cultures fourragères.

La fréquence des mesures en entrée de station pourra être revue à la baisse sur demande de l'exploitant et après avis de l'inspection des installations classées au vu des résultats figurant dans le bilan annuel prévu à l'article 9.2.6.

Article 9.2.1.2. - Effets sur l'environnement

L'acceptabilité du milieu récepteur est réévaluée en fonction des résultats du suivi du paramètre phosphore total. Ce dernier est réalisé comme suit :

| Paramètre | Périodicité de la mesure | |
|-----------------|--|----------------------|
| Phosphore total | 2 fois par an pendant la période de rejet au cours d'eau | Prélèvement ponctuel |

Article 9.2.1.3. - Surveillance et déclaration des rejets de substances dangereuses dans l'eau

Article 9.2.1.3.1 : Objet

Les modalités du présent article visent à fixer les modalités de surveillance et de déclaration des rejets de substances dangereuses dans l'eau qui ont été identifiées à l'issue de la surveillance initiale.

Article 9.2.1.3.2 : Prescriptions techniques applicables aux opérations de prélèvements et d'analyses.

Les prélèvements et analyses réalisés au titre de la surveillance des rejets de substances dangereuses dans l'eau doivent respecter les dispositions de l'annexe 2 du présent arrêté.

Pour l'analyse des substances, l'exploitant doit faire appel à un laboratoire d'analyse accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 pour la matrice « Eaux Résiduaires », pour chaque substance à analyser.

Dans le cas où l'exploitant souhaite réaliser lui-même le prélèvement des échantillons, celui-ci doit fournir à l'inspection avant le début des opérations de prélèvement et de mesures prévues à l'article 9.2.1.3.3 du présent arrêté, les procédures qu'il aura établies démontrant la fiabilité et la reproductibilité de ses pratiques de prélèvement et de mesure de débit. Ces procédures doivent intégrer les points détaillés aux paragraphes 3.2 à 3.6 du document figurant en annexe 2 du présent arrêté et préciser les modalités de traçabilité de ces opérations.

Article 9.2.1.3.3 : Mise en œuvre de la surveillance pérenne

L'exploitant met en œuvre sous 3 mois à compter de la mise en route opérationnelle de la station d'épuration, le programme de surveillance au point de rejet des effluents industriels de l'établissement dans les conditions suivantes

| Nom du rejet | SUBSTANCE | Périodicité | Durée de chaque prélèvement | Limite de quantification à atteindre par substance par les laboratoires en µg/l (source : annexe 5.2 du document en annexe 1) |
|---|-----------------------------|------------------------|---|--|
| Eaux industrielles, point de rejet N° 1 | <i>Zinc et ses composés</i> | 1 mesure par trimestre | 24 heures représentatives du fonctionnement de l'installation | 10 |

La surveillance pourra être abandonnée après avis de l'inspection des installations classées dans le cas où les conditions et/ou résultats d'analyses répondent aux critères de l'arrêté préfectoral de surveillance initiale.

Article 9.2.1.3.4 : Remontée d'informations sur l'état d'avancement de la surveillance des rejets

Article 9.2.1.3.4.1 - Déclaration des données relatives à la surveillance des rejets aqueux

Les résultats des mesures réalisées en application de l'article 9.2.1.3.3. du présent arrêté sont saisis sur le site de télédéclaration du ministère chargé de l'environnement prévu à cet effet et sont transmis trimestriellement à l'inspection des installations classées par voie électronique.

Article 9.2.1.3.4.2 - Déclaration annuelle des émissions polluantes

Les substances faisant l'objet de la surveillance pérenne décrite à l'article 9.2.1.3.3. du présent arrêté doivent faire l'objet d'une déclaration annuelle conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets quel que soit le flux annuel rejeté. Ces déclarations peuvent être établies à partir des mesures de surveillance prévues à l'article 9.2.1.3.3 du présent arrêté ou par toute autre méthode plus précise validée par les services de l'inspection.

Article 9.2.1.3.5 : Sanctions

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 1er du livre V du Code de l'Environnement.

ARTICLE 9.2.2 - AUTO SURVEILLANCE DES DECHETS

Les résultats de surveillance sont présentés selon un registre ou un modèle établi en accord avec l'inspection des installations classées ou conformément aux dispositions nationales lorsque le format est prédéfini. Ce récapitulatif prend en compte les types de déchets produits, les quantités et les filières d'élimination retenues.

L'exploitant utilisera pour ses déclarations la codification réglementaire en vigueur.

ARTICLE 9.2.3 - AUTO SURVEILLANCE DE L'EPANDAGE

Article 9.2.3.1 - Cahier d'épandage

L'exploitant tient à jour un cahier d'épandage, qui sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et conservé pendant une durée de dix ans.

Ce cahier comporte les informations suivantes :

- les quantités de déchets *et/ou* effluents épandus par unité culturale ;
- les dates d'épandage ;
- les parcelles réceptrices et leur surface ;

- les cultures pratiquées ;
- le contexte météorologique lors de chaque épandage ;
- l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et sur les effluents *et/ou* déchets, avec les dates de prélèvements et de mesure, ainsi que leur localisation ;
- l'identification des personnes physiques ou morales chargées des opérations d'épandage et des analyses.

Article 9.2.3.2 - Auto surveillance des épandages

Article 9.2.3.2.1 : Surveillance de déchets et/ou déchets à épandre

Le volume des effluents *et/ou* déchets épandus est mesuré soit par des compteurs horaires totalisateurs dont sont munies les pompes de refoulement, soit par mesure directe, soit par tout autre procédé équivalent.

L'exploitant effectue des analyses des effluents lors de la première année d'épandage ou lorsque des changements dans les procédés ou les traitements sont susceptibles de modifier leur qualité.

Les analyses portent sur les paramètres suivants :

- Taux de matières sèches,
- Eléments de caractérisation de la valeur agronomique (*cf. annexe VII-c de l'AM du 2.2.98*)
- Eléments et substances chimiques susceptibles d'être présents au vu de l'étude préalable
- Agents pathogènes éventuels.

Article 9.2.3.2.2 : Surveillance des sols

Les sols sont analysés en des points représentatifs des parcelles ou zones homogènes.

La capacité de rétention en eau et le taux de saturation en eau sont mesurés sur les parcelles ou groupe de parcelles homogènes du point de vue hydrique.

Cette mesure est effectuée avant tout épandage afin d'évaluer la capacité totale de rétention en eau des sols.

Article 9.2.3.3 - Bilan annuel des épandages

L'exploitant réalisera annuellement un bilan des opérations d'épandage ; ce bilan sera adressé au Préfet et aux agriculteurs concernés.

Il comprend :

- les parcelles réceptrices ;
- un bilan qualitatif et quantitatif des effluents épandus ;
- l'exploitation du cahier d'épandage indiquant les quantités d'éléments fertilisants et d'éléments ou substances indésirables apportées sur chaque unité culturale, et les résultats des analyses de sol ;
- les bilans de fumure réalisés sur des parcelles de référence représentatives de chaque type de sols et de systèmes de culture, ainsi que les conseils de fertilisation complémentaire qui en découlent ;
- la remise à jour éventuelle des données réunies lors de l'étude initiale.

ARTICLE 9.2.4 - ACTIONS CORRECTIVES

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du présent titre, notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

ARTICLE 9.2.5 - ANALYSE ET TRANSMISSION DES RESULTATS DE L'AUTO SURVEILLANCE

Sans préjudice des dispositions de l'article R.512-69 du Code de l'environnement, l'exploitant établit, selon un rythme trimestriel, un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses imposées dans le cadre de l'autosurveillance.

ARTICLE 9.2.6 - BILAN ENVIRONNEMENT ANNUEL (ENSEMBLE DES CONSOMMATIONS D'EAU ET DES REJETS CHRONIQUES ET ACCIDENTELS)

L'exploitant adresse au Préfet, au plus tard le 1^{er} avril de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente :

- des utilisations d'eau ; le bilan fait apparaître éventuellement les économies réalisées.
- de la masse annuelle des émissions de polluants, suivant un format fixé par le ministre chargé des installations classées. La masse émise est la masse du polluant considéré émise sur l'ensemble du site de manière chronique ou accidentelle, canalisée ou diffuse dans l'air, l'eau, et les sols, quel qu'en soit le cheminement, ainsi que dans les déchets éliminés à l'extérieur de l'établissement. Ce bilan concerne au minimum, d'après les éléments portés à la connaissance de l'inspection des installations classées, les substances suivantes :
 - DCO
 - DBO5
 - MES
 - Azote Kjeldahl
 - Phosphore total

L'exploitant transmet dans le même délai par voie électronique à l'inspection des installations classées une copie de cette déclaration relative aux émissions polluantes suivant un format fixé par le ministre chargé de l'inspection des installations classées.

Article 2.7 :

⇒ Le TITRE 10 est remplacé par le TITRE 10 suivant :

TITRE 10 - EVOLUTION DES PRESCRIPTIONS GENERALES

ARTICLE 10.1 – REEXAMEN ET ACTUALISATION DES PRESCRIPTIONS GENERALES

Ce réexamen et au besoin l'actualisation aura lieu conformément aux dispositions des articles R.515-70 à R.515.73 du code l'environnement dans les quatre ans à compter de la parution au journal officiel de l'Union européenne des décisions concernant les conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles (MTD) relatives la rubrique principale mentionnée à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 7 août 2009 susvisé.

ARTICLE 10.2 – AUTRES CAS POUVANT OCCASIONNER LA REVISION DES PRESCRIPTIONS GENERALES

Les prescriptions dont est assortie l'autorisation sont réexaminées et si nécessaire actualisées au minimum dans les cas suivants :

- la pollution causée est telle qu'il convient de réviser les valeurs limites d'émission ;
- la sécurité de l'exploitation requiert le recours à d'autres techniques ;
- lorsqu'il est nécessaire de respecter une norme de qualité environnementale, nouvelle ou révisée.

En vue du réexamen, l'exploitant adresse au préfet, en trois exemplaires, les informations nécessaires mentionnées à l'article L.515-29 du code de l'environnement, sous forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles. Ce délai pourra, pour les installations d'élevage, être prolongé par arrêté ministériel sans excéder vingt quatre mois.

ARTICLE 10.3 – LE CONTENU DU DOSSIER DE REEXAMEN

Ce dossier comprend :

- 1.- Des compléments et éléments d'actualisation du dossier de demande d'autorisation initial portant sur :
 - les mentions des procédés de fabrication des matières utilisées et les produits fabriqués ;
 - les cartes et plans ;
 - l'analyse des effets de l'installation sur l'environnement ;
 - les compléments à l'étude d'impact portant sur les Meilleures Techniques Disponibles prévus au 1^{er} du I de l'article R.515-59 accompagnés, le cas échéant, de l'évaluation prévue au I de l'article R.515-68.
- 2.- L'analyse du fonctionnement depuis le dernier examen ou, le cas échéant, sur les dix dernières années.

Cette analyse comprend :

- une démonstration de la conformité aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation ou à la réglementation en vigueur, notamment quant au respect des valeurs limites d'émission ;
- une synthèse des résultats de la surveillance et du fonctionnement ;
- l'évolution du flux des principaux polluants et de la gestion des déchets ;
- la surveillance périodique du sol et des eaux souterraines prévue au « e » de l'article R.515-60 ;
- un résumé des accidents et incidents qui ont pu porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1.
- la description des investissements réalisés en matière de surveillance, de prévention et de réduction des pollutions.

Article 3 :

Les autres dispositions de l'arrêté préfectoral n° 4858 du 7 août 2009 restent inchangées et demeurent applicables.

Article 4 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut être déféré à la juridiction administrative auprès du Tribunal Administratif de Poitiers (15 rue de Blossac – BP 541 – 86020 POITIERS Cedex) :

1° - par le demandeur ou l'exploitant, dans un délai de deux mois, qui commence à courir du jour de la notification de la présente autorisation ;

2° - par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cet arrêté. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage dudit arrêté, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives, ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 5 : Publication

En vue de l'information des tiers :

1°) une copie de l'arrêté d'autorisation sera déposée en mairies de CELLES SUR BELLE, BEAUSSAIS-VITRE et THORIGNÉ ;

2°) un extrait dudit arrêté, énumérant notamment les motifs et considérants principaux qui ont fondé la décision ainsi que les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché dans les mairies précitées pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins des maires concernés et transmis à la Préfecture des Deux-Sèvres ; le même extrait sera publié sur les sites internet de la Préfecture des Deux-Sèvres, pour une durée identique ;

3°) le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation ;

4°) une copie dudit arrêté sera adressée à chaque conseil municipal consulté ;

3°) un avis sera inséré, par les soins du Préfet des Deux-Sèvres et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux diffusés dans tout le département.

Article 6 : Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Deux-Sèvres, les maires de CELLES SUR BELLE, BEAUSSAIS-VITRE et THORIGNÉ, le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations des Deux-Sèvres et la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera **notifié à la SAS SOCOPA**.

NIORT, le 9 septembre 2014
Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général de la Préfecture,



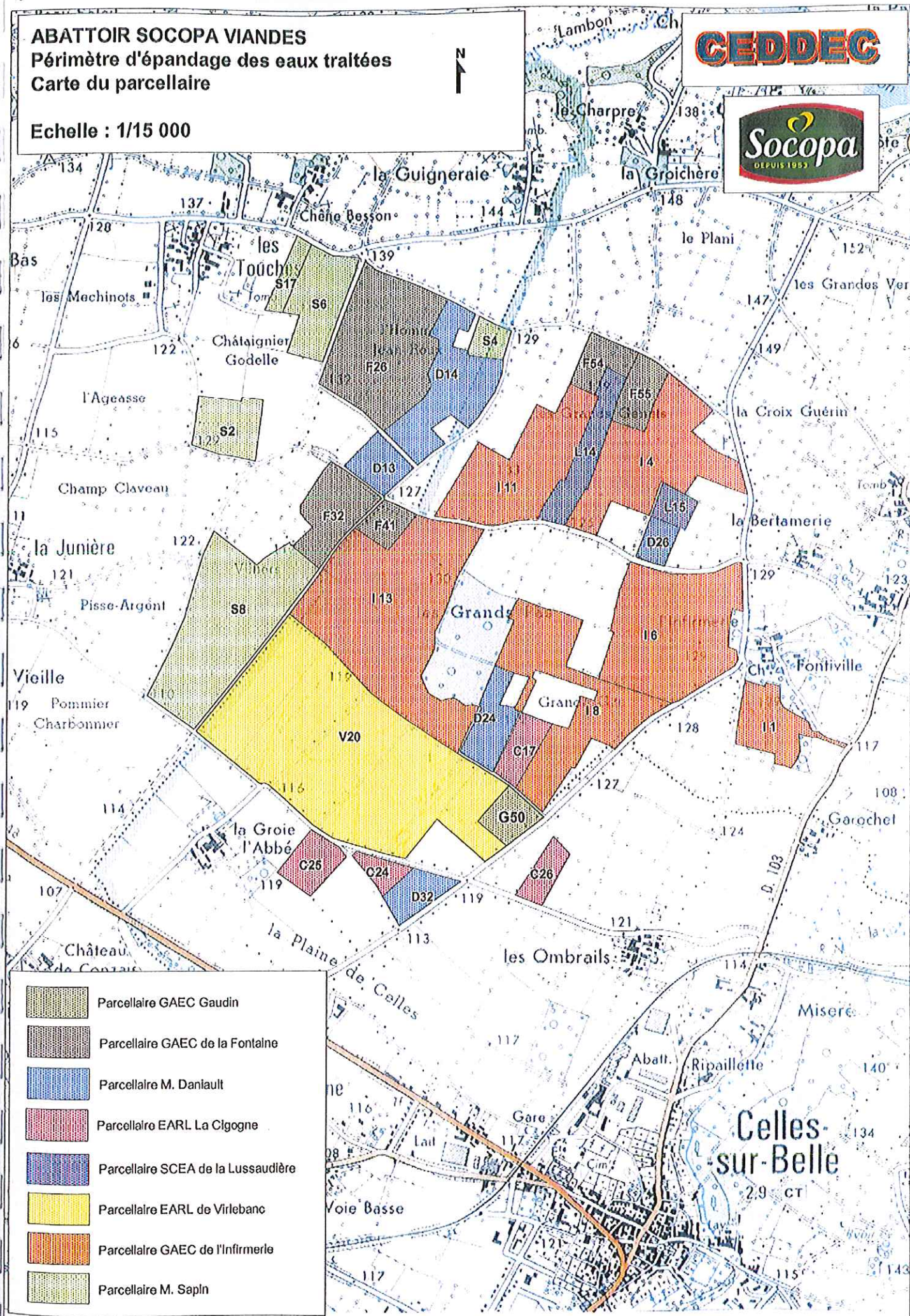
Simon FETET

ABATTOIR SOCOPA VIANDES
Périmètre d'épandage des eaux traitées
Carte du parcellaire

Echelle : 1/15 000



GEDDEC



- Parcellaire GAEC Gaudin
- Parcellaire GAEC de la Fontaine
- Parcellaire M. Danlault
- Parcellaire EARL La Cigogne
- Parcellaire SCEA de la Lussaudière
- Parcellaire EARL de Virlebanc
- Parcellaire GAEC de l'Infirmierle
- Parcellaire M. Sapin

Celles-sur-Belle
 2,9 CT

ANNEXE 2

Annexe 5 :
Prescriptions techniques applicables aux
opérations de prélèvements et d'analyses
Rectificatif annexe 5 version du 25/04/2012

SOMMAIRE

| | | |
|----------|---|-----------|
| 1 | INTRODUCTION | 3 |
| 2 | PRESCRIPTIONS GENERALES | 3 |
| 3 | OPERATIONS DE PRELEVEMENT | 4 |
| 3.1 | OPERATEURS DU PRELEVEMENT | 4 |
| 3.2 | CONDITIONS GENERALES DU PRELEVEMENT..... | 4 |
| 3.3 | MESURE DE DEBIT EN CONTINU | 5 |
| 3.4 | PRELEVEMENT CONTINU SUR 24 HEURES A TEMPERATURE CONTROLEE | 5 |
| 3.5 | ECHANTILLON | 6 |
| 3.6 | BLANCS DE PRELEVEMENT | 6 |
| 4 | ANALYSES | 7 |
| 5 | TRANSMISSION DES RESULTATS..... | 9 |
| 6 | LISTE DES ANNEXES | 10 |

1 INTRODUCTION

Cette annexe a pour but de préciser les prescriptions techniques qui doivent être respectées pour la réalisation des opérations de prélèvements et d'analyses de substances dangereuses dans l'eau.

Ce document doit être communiqué à l'exploitant comme cahier des charges à remplir par le laboratoire qu'il choisira. Ce document permet également à l'inspection de vérifier à réception du rapport de synthèse de mesures les bonnes conditions de réalisation de celles-ci.

2 PRESCRIPTIONS GENERALES

Dans l'attente d'une prise en compte plus complète de la mesure des substances dangereuses dans les eaux résiduaires par l'arrêté ministériel du 29 novembre 2006 portant modalités d'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques au titre du code de l'environnement, le laboratoire d'analyse choisi devra impérativement remplir les deux conditions suivantes :

- Etre accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 pour la matrice « **Eaux Résiduaires** », pour chaque substance à analyser. Afin de justifier de cette accréditation, le laboratoire devra fournir à l'exploitant l'ensemble des documents listés à l'annexe 5.5 avant le début des opérations de prélèvement et de mesures afin de justifier qu'il remplit bien les dispositions de la présente annexe. Les documents de l'annexe 5.5 sont téléchargeables sur le site <http://rsde.ineris.fr>.
- Respecter les limites de quantification listées à l'annexe 5.2 pour chacune des substances.

Le prestataire ou l'exploitant pourra faire appel à de la sous-traitance ou réaliser lui-même les opérations de prélèvements. Dans tous les cas il devra veiller au respect des prescriptions relatives aux opérations de prélèvements telles que décrites ci-après, en concertation étroite avec le laboratoire réalisant les analyses.

La sous-traitance analytique est autorisée. Toutefois, en cas de sous-traitance, le laboratoire désigné pour ces analyses devra respecter les mêmes critères de compétences que le prestataire c'est à dire remplir les deux conditions visées au paragraphe 2 ci-dessus.

Le prestataire restera, en tout état de cause, le seul responsable de l'exécution des prestations et s'engagera à faire respecter par ses sous-traitants toutes les obligations de l'annexe technique.

Lorsque les opérations de prélèvement sont diligentées par le **prestataire d'analyse**, il est **seul responsable de la bonne exécution de l'ensemble de la chaîne.**

Lorsque les opérations de prélèvements sont réalisées par l'exploitant lui-même ou son sous-traitant, l'exploitant est le **seul responsable de l'exécution des prestations de prélèvements** et de ce fait, **responsable solidaire de la qualité des résultats d'analyse.**

Le respect du présent cahier des charges et des exigences demandées pourront être **contrôlés** par un organisme mandaté par les services de l'Etat.

L'ensemble des données brutes devra être conservé par le laboratoire pendant au moins 3 ans.

3 OPERATIONS DE PRELEVEMENT

Les opérations de prélèvement et d'échantillonnage devront s'appuyer sur les normes ou les guides en vigueur, ce qui implique à ce jour le respect de :

- la norme NF EN ISO 5667-3 "Qualité de l'eau - Echantillonnage - Partie 3 : Lignes directrices pour la conservation et la manipulation des échantillons d'eau"
- le guide FD T 90-523-2 « Qualité de l'Eau - Guide de prélèvement pour le suivi de qualité des eaux dans l'environnement - Prélèvement d'eau résiduaire »

Les points essentiels de ces référentiels techniques sont détaillés ci-après en ce qui concerne les conditions générales de prélèvement, la mesure de débit en continu, le prélèvement continu sur 24 heures à température contrôlée, l'échantillonnage et la réalisation de blancs de prélèvements.

3.1 OPERATEURS DU PRELEVEMENT

Les opérations de prélèvement peuvent être réalisées sur le site par :

- le prestataire d'analyse ;
- le sous-traitant sélectionné par le prestataire d'analyse ;
- l'exploitant lui-même ou son sous traitant

Dans le cas où c'est l'exploitant ou son sous traitant qui réalise le prélèvement, il est impératif qu'il dispose de procédures démontrant la fiabilité et la reproductibilité de ses pratiques de prélèvement et de mesure de débit. Ces procédures doivent intégrer les points détaillés aux paragraphes 3.2 à 3.6 ci-après et démontrer que la traçabilité de ces opérations est assurée.

3.2 CONDITIONS GENERALES DU PRELEVEMENT

- Le volume prélevé devra être **représentatif** des flux de l'établissement et **conforme** avec les **quantités nécessaires** pour réaliser les **analyses sous accréditation**.
- En cas d'intervention de l'exploitant ou d'un sous-traitant pour le prélèvement, le nombre, le volume unitaire, le flaconnage, la préservation éventuelle et l'identification des échantillons seront obligatoirement définis par le prestataire d'analyse et communiqués au préleveur. **Le laboratoire d'analyse fournira les flaconnages** (prévoir des flacons supplémentaires pour les blancs du système de prélèvement).
- Les échantillons seront répartis dans les différents flacons fournis par le laboratoire selon les prescriptions des méthodes officielles en vigueur, spécifiques aux substances à analyser et/ou à la norme NF EN ISO 5667-3¹. Les échantillons acheminés au laboratoire dans un flaconnage d'une autre provenance devront être refusés par le laboratoire.
- Le prélèvement doit être adressé afin d'être réceptionné par le laboratoire d'analyse au plus tard 24 heures après la fin du prélèvement, sous peine de refus par le laboratoire.

¹ La norme NF EN ISO 5667-3 est un Guide de Bonne Pratique. Quand des différences existent entre la norme NF EN ISO 5667-3 et la norme analytique spécifique à la substance, c'est toujours les prescriptions de la norme analytique qui prévalent.

3.3 MESURE DE DEBIT EN CONTINU

- ↳ La mesure de débit s'effectuera en continu sur une période horaire de 24 heures, suivant les normes en vigueur figurant dans le FDT-90-523-2 et les prescriptions techniques des constructeurs des systèmes de mesure.
- ↳ Afin de s'assurer de la qualité de fonctionnement de ces systèmes de mesure, des contrôles métrologiques périodiques devront être effectués par des organismes accrédités, se traduisant par :
 - Pour les systèmes en écoulement à surface libre :
 - un contrôle de la conformité de l'organe de mesure (seuil, canal jaugeur, venturi, déversoir,..) vis-à-vis des prescriptions normatives et des constructeurs,
 - un contrôle de fonctionnement du débitmètre en place par une mesure comparative réalisée à l'aide d'un autre débitmètre.
 - Pour les systèmes en écoulement en charge :
 - un contrôle de la conformité de l'installation vis-à-vis des prescriptions normatives et des constructeurs,
 - un contrôle de fonctionnement du débitmètre par mesure comparative exercée sur site (autre débitmètre, jaugeage, ...) ou par une vérification effectuée sur un banc de mesure au sein d'un laboratoire accrédité.
- ↳ Le contrôle métrologique aura lieu avant le démarrage de la première campagne de mesures, ou à l'occasion de la première mesure, avant d'être renouvelé à un rythme annuel.

3.4 PRELEVEMENT CONTINU SUR 24 HEURES A TEMPERATURE CONTROLEE

Ce type de prélèvement nécessite du matériel spécifique permettant de constituer un échantillon pondéré en fonction du débit.

- ↳ Les matériels permettant la réalisation d'un prélèvement automatisé en fonction du débit ou du volume écoulé, sont :
 - Soit des échantillonneurs monoflacons fixes ou portatifs, constituant un seul échantillon moyen sur toute la période considérée.
 - Soit des échantillonneurs multiflacons fixes ou portatifs, constituant plusieurs échantillons (en général 4, 6, 12 ou 24) pendant la période considérée. Si ce type d'échantillonneurs est mis en œuvre, les échantillons devront être homogénéisés pour constituer l'échantillon moyen avant transfert dans les flacons destinés à l'analyse.
- ↳ Les échantillonneurs utilisés devront **réfrigérer les échantillons pendant toute la période considérée.**
- ↳ Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, le préleveur pratiquera un prélèvement asservi au temps, ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie (par exemple rejets homogènes en batchs). Dans ce cas, le débit et son évolution seront estimés par le préleveur en fonction des renseignements collectés sur place (compteurs d'eau, bilan hydrique, etc). Le préleveur devra lors de la restitution préciser la méthodologie de prélèvement mise en œuvre.
- ↳ Un contrôle métrologique de l'appareil de prélèvement doit être réalisé périodiquement sur les points suivants (recommandations du guide FD T 90-523-2) :
 - Justesse et répétabilité du volume prélevé (volume minimal : 50 ml, écart toléré entre volume théorique et réel 5%)

- Vitesse de circulation de l'effluent dans les tuyaux supérieure ou égale à 0,5 m/s
- ↳ Un contrôle des matériaux et des organes de l'échantillonneur seront à réaliser (voir blanc de système de prélèvement)
- ↳ Le positionnement de la prise d'effluent devra respecter les points suivants :
 - Dans une zone turbulente ;
 - À mi-hauteur de la colonne d'eau ;
 - À une distance suffisante des parois pour éviter une contamination des échantillons par les dépôts ou les biofilms qui s'y développent.

3.5 ECHANTILLON

- ↳ La représentativité de l'échantillon est difficile à obtenir dans le cas du fractionnement de certaines eaux résiduaires en raison de leur forte hétérogénéité, de leur forte teneur en MES ou en matières flottantes. Un système d'homogénéisation pourra être utilisé dans ces cas. Il ne devra pas modifier l'échantillon.
- ↳ Le conditionnement des échantillons devra être réalisé dans des contenants conformes aux méthodes officielles en vigueur, spécifiques aux substances à analyser et/ou à la norme NF EN ISO 5667-3¹.
- ↳ Le **transport** des échantillons vers le laboratoire devra être effectué dans une **enceinte** maintenue à une **température égale à $5^{\circ}\text{C} \pm 3^{\circ}\text{C}$** , et être **accompli** dans les **24 heures** qui suivent la fin du prélèvement, afin de garantir l'intégrité des échantillons.
- ↳ La température de l'enceinte ou des échantillons sera contrôlée à l'arrivée au laboratoire et indiquée dans le rapportage relatif aux analyses.

3.6 BLANCS DE PRELEVEMENT

Blanc du système de prélèvement :

Le blanc de système de prélèvement est destiné à vérifier l'absence de contamination liée aux matériaux (flacons, tuyaux) utilisés ou de contamination croisée entre prélèvements successifs. Il appartient au préleveur de mettre en œuvre les dispositions permettant de démontrer l'absence de contamination. La transmission des résultats vaut validation et l'exploitant sera donc réputé émetteur de toutes les substances retrouvées dans son rejet, aux teneurs correspondantes. Il lui appartiendra donc de contrôler cette absence de contamination avant transmission des résultats.

- ↳ Si un blanc du système de prélèvement est réalisé, il est recommandé de suivre les prescriptions suivantes :
 - il devra être fait obligatoirement sur une **durée de 3 heures minimum**. Il pourra être réalisé en laboratoire en faisant circuler de l'eau exempte de micropolluants dans le système de prélèvement.
- ↳ Les critères d'acceptation et de prise en compte du blanc seront les suivants :
 - si valeur du blanc < LQ : ne pas soustraire les résultats du blanc du système de prélèvement des résultats de l'effluent
 - si valeur du blanc \geq LQ et inférieure à l'incertitude de mesure attachée au résultat : ne pas soustraire les résultats du blanc du système de prélèvement des résultats de l'effluent

- si valeur du blanc > l'incertitude de mesure attachée au résultat : la présence d'une contamination est avérée, le laboratoire devra refaire le prélèvement et l'analyse du rejet considéré.

Blanc d'atmosphère

- ↳ La réalisation d'un blanc d'atmosphère permet au laboratoire d'analyse de s'assurer de la fiabilité des résultats obtenus concernant les composés volatils ou susceptibles d'être dispersés dans l'air et pourra fournir des données explicatives à l'exploitant.
- ↳ Le blanc d'atmosphère peut être réalisé à la demande de l'exploitant en cas de **suspicion de présence de substances volatiles** (BTEX, COV, Chlorobenzène, mercure...) sur le site de prélèvement.
- ↳ S'il est réalisé, il doit l'être obligatoirement et systématiquement :
 - le jour du prélèvement des effluents aqueux,
 - sur une durée de 24 heures ou en tout état de cause, sur une durée de prélèvement du blanc d'atmosphère identique à la durée du prélèvement de l'effluent aqueux. La méthodologie retenue est de laisser un flacon d'eau exempte de COV et de métaux exposé à l'air ambiant à l'endroit où est réalisé le prélèvement 24h asservi au débit,
 - Les valeurs du blanc d'atmosphère seront mentionnées dans le rapport d'analyse et en aucun cas soustraites des autres.

4 ANALYSES

- ↳ **Toutes les procédures analytiques doivent être démarrées si possible dans les 24h et en tout état de cause 48 heures au plus tard après la fin du prélèvement.**
- ↳ Toutes les analyses doivent rendre compte de la **totalité** de l'échantillon (effluent brut, MES comprises) en respectant les dispositions relatives au traitement des MES reprises ci-dessous, hormis pour les diphényléthers polybromés.
- ↳ Dans le cas des **métaux**, l'analyse demandée est une détermination de la concentration en **métal total** contenu dans l'effluent (aucune filtration), obtenue après digestion de l'échantillon selon les normes en vigueur :
 - Norme ISO 15587-1 "Qualité de l'eau Digestion pour la détermination de certains éléments dans l'eau Partie 1 : digestion à l'**eau régale**" ou
 - Norme ISO 15587-2 "Qualité de l'eau Digestion pour la détermination de certains éléments dans l'eau Partie 2 : digestion à l'**acide nitrique**".

Pour le **mercure**, l'étape de digestion complète sans filtration préalable est décrite dans les normes analytiques spécifiques à cet élément.

- ↳ Dans le cas des **alkylphénols**, il est demandé de rechercher **simultanément** les nonylphénols, les octylphénols ainsi que les deux premiers homologues d'éthoxylates² de nonylphénols (NP1OE et NP2OE) et les deux premiers homologues d'éthoxylates² d'octylphénols (OP1OE et OP2OE). La recherche des éthoxylates peut être effectuée sans surcoût conjointement à celle des nonylphénols et des octylphénols par l'utilisation du projet de norme ISO/DIS 18857-2³.

² Les éthoxylates de nonylphénols et d'octylphénols constituent à terme une source indirecte de nonylphénols et d'octylphénols dans l'environnement.

³ ISO/DIS 18857-2 : Qualité de l'eau – Dosage d'alkylphénols sélectionnés- Partie 2 : Détermination des alkylphénols, d'éthoxylates d'alkylphénol et bisphénol A – Méthode pour échantillons non filtrés en

- ↳ Certains paramètres de suivi habituel de l'établissement, à savoir la DCO (Demande Chimique en Oxygène) ou COT (Carbone Organique Total) en fonction de l'arrêté préfectoral en vigueur, et les MES (Matières en Suspension) seront analysés systématiquement dans chaque effluent selon les normes en vigueur (cf. notes ⁴, ⁵, ⁶ et ⁷) afin de vérifier la représentativité de l'activité de l'établissement le jour de la mesure.
- ↳ Les performances analytiques à atteindre pour les eaux résiduaires sont indiquées en ANNEXE 5.2. Elles sont issues de l'exploitation des limites de quantification transmises par les prestataires d'analyses dans le cadre de l'action RSDE depuis 2005.

Prise en compte des MES

- ↳ Le laboratoire doit préciser et décrire de façon détaillée les méthodes mises en œuvre en cas de concentration en MES > 50 mg/L.
- ↳ Pour les paramètres visés à l'annexe 5.1 (à l'exception de la DCO, du COT et des MES), il est demandé:
 - Si $50 < \text{MES} < 250 \text{ mg/l}$: réaliser 3 extractions liquide/liquide successives au minimum sur l'échantillon brut sans séparation.
 - Si $\text{MES} \geq 250 \text{ mg/l}$: analyser séparément la phase aqueuse et la phase particulaire après filtration ou centrifugation de l'échantillon brut, sauf pour les **composés volatils** pour lesquels le traitement de l'échantillon brut par filtration est à proscrire. Les composés volatils concernés sont : 3,4 dichloroaniline, Epichlorhydrine, Tributylphosphate, Acide chloroacétique, Benzène, Ethylbenzène, Isopropylbenzène, Toluène, Xylènes (Somme o,m,p), 1,2,3 trichlorobenzène, 1,2,4 trichlorobenzène, 1,3,5 trichlorobenzène, Chlorobenzène, 1,2 dichlorobenzène, 1,3 dichlorobenzène, 1,4 dichlorobenzène, 1 chloro 2 nitrobenzène, 1 chloro 3 nitrobenzène, 1 chloro 4 nitrobenzène, 2 chlorotoluène, 3 chlorotoluène, 4 chlorotoluène, Nitrobenzène, 2 nitrotoluène, 1,2 dichloroéthane, Chlorure de méthylène, Chloroforme, Tétrachlorure de carbone, chloroprène, 3 chloropropène, 1,1 dichloroéthane, 1,1 dichloroéthylène, 1,2 dichloroéthylène, hexachloroéthane, 1,1,2,2 tétrachloroéthane, Tétrachloroéthylène, 1,1,1 trichloroéthane, 1,1,2 trichloroéthane, Trichloroéthylène, Chlorure de vinyle, 2 chloroaniline, 3 chloroaniline, 4 chloroaniline et 4 chloro 2 nitroaniline.
 - La restitution pour chaque effluent chargé ($\text{MES} \geq 250 \text{ mg/l}$) sera la suivante pour l'ensemble des substances de l'ANNEXE 5.1 : valeur en $\mu\text{g/l}$ obtenue dans la **phase aqueuse**, valeur en $\mu\text{g/kg}$ obtenue dans la **phase particulaire** et valeur **totale calculée en $\mu\text{g/l}$** .

L'analyse des diphenyléthers polybromés (PBDE) n'est pas demandée dans l'eau, et sera à réaliser selon la norme ISO 22032 **uniquement sur les MES** dès que leur concentration est $\geq 50 \text{ mg/l}$. La quantité de MES à prélever pour l'analyse devra permettre d'atteindre une LQ équivalente dans l'eau de $0,05 \mu\text{g/l}$ pour chaque BDE.

utilisant l'extraction sur phase solide et chromatographie en phase gazeuse avec détection par spectrométrie de masse après dérivation. Disponible auprès de l'AFNOR, commission T 91M et qui sera publiée prioritairement en début 2009.

⁴ NF T 90-101 : Qualité de l'eau : Détermination de la demande chimique en oxygène (DCO)

⁵ NF EN 872 : Qualité de l'eau : Dosage des matières en suspension Méthode par filtration sur filtre en fibres de verre

⁶ NF EN 1484 – Analyse des eaux : Lignes directrices pour le dosage du Carbone Organique Total et du Carbone Organique Dissous

⁷ NF T 90-105-2 : Qualité de l'eau : Dosage des matières en suspension Méthode par centrifugation

5 TRANSMISSION DES RESULTATS

L'application informatique GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'autosurveillance fréquente) permettra à terme la saisie directe des informations demandées par l'annexe 5.3 et leur télétransmission à l'inspection et à l'INERIS, chargé du suivi de la qualité des prestations des laboratoires et du traitement des données issues de cette seconde campagne d'analyse des substances dangereuses. L'extension nationale de cette application informatique actuellement testée par certaines DRIRE est prévue pour le courant de l'année 2009.

Dans l'attente de l'utilisation généralisée de cet outil, c'est par le biais du site <http://rsde.ineris.fr> que l'annexe 5.4 (qui reprend les éléments demandés dans l'annexe 5.3) doit être transmise à l'INERIS par l'exploitant.

Les résultats d'analyses ainsi que les éléments relatifs au contexte de la mesure analytique des substances décrit à l'annexe 5.4 devront être adressés mensuellement par l'exploitant à l'inspection par courrier.

6 LISTE DES ANNEXES

| Repère | Désignation | Nombre de pages |
|------------|---|-----------------|
| ANNEXE 5.1 | SUBSTANCES A SURVEILLER | 3 |
| ANNEXE 5.2 | LIMITES DE QUANTIFICATION A ATTEINDRE PAR SUBSTANCE | 3 |
| ANNEXE 5.3 | INFORMATIONS DEMANDEES PAR PRELEVEMENT, PAR PARAMETRE ET PAR FRACTION ANALYSEE RESTITUTION AU FORMAT SANDRE | 3 |
| ANNEXE 5.4 | TRAME DE RESTITUTION DES INFORMATIONS DEMANDEES PAR PRELEVEMENT, PAR PARAMETRE ET PAR FRACTION ANALYSEE FIGURANT A L'ANNEXE 5.3 | 1 |
| ANNEXE 5.5 | LISTE DES PIECES A FOURNIR PAR LE LABORATOIRE PRESTATAIRE DE L'EXPLOITANT | 5 |

ANNEXE 5.1 : SUBSTANCES A SURVEILLER

Rectificatif annexe 5.1 version du 25/04/2012

Modifications apportées

NP10E (code sandre 6366), NP20E (code sandre 6369), OP10E (code sandre 6370), OP20E (code sandre 6371), triphénylétain cation (code sandre 6372)

Nonylphénols : analyse des Nonylphénols de numéro CAS 25154-52-3 (code sandre 1957) et 84852-15-3 (code sandre 1958). Restitution sous le code sandre 6598 (code regroupant les codes sandre 1957 et 1958).


Octylphénols : analyse des Octylphénols de numéro CAS 1806-26-4 (code sandre 1920) et 140-66-9 (code sandre 1959). Restitution sous le code sandre 6600 (code regroupant les codes sandre 1920 et 1959).

Dibutylétain : code sandre 1771 gelé ; nouveau code sandre 7074


| Famille | Substances ¹ | Code SANDRE ² | n°DCE ³ | n°76/464 ⁴ |
|----------------|--|--------------------------|--------------------|-----------------------|
| Alkylphénols | Nonylphénols | 6598 | 24 | |
| | NP10E | 6366 | | |
| | NP20E | 6369 | | |
| | Octylphénols | 6600 | 25 | |
| | OP10E | 6370 | | |
| | OP20E | 6371 | | |
| Anilines | 2 chloroaniline | 1593 | | 17 |
| | 3 chloroaniline | 1592 | | 18 |
| | 4 chloroaniline | 1591 | | 19 |
| | 4-chloro-2 nitroaniline | 1594 | | 27 |
| | 3,4 dichloroaniline | 1586 | | 52 |
| Autres | Chloroalcanes C ₁₀ -C ₁₃ | 1955 | 7 | |
| | Biphényle | 1584 | | 11 |
| | Epichlorhydrine | 1494 | | 78 |
| | Tributylphosphate | 1847 | | 114 |
| | Acide chloroacétique | 1465 | | 16 |
| BDE | Tétabromodiphényléther BDE 47 | 2919 | 5 | |
| | Pentabromodiphényléther (BDE 99) | 2916 | 5 | |
| | Pentabromodiphényléther (BDE 100) | 2915 | 5 | |
| | Hexabromodiphényléther BDE 154 | 2911 | 5 | |
| | Hexabromodiphényléther BDE 153 | 2912 | 5 | |
| | Heptabromodiphényléther BDE 183 | 2910 | 5 | |
| | Décabromodiphényléther (BDE 209) | 1815 | 5 | |
| BTEX | Benzène | 1114 | 4 | 7 |
| | Ethylbenzène | 1497 | | 79 |
| | Isopropylbenzène | 1633 | | 87 |
| | Toluène | 1278 | | 112 |
| | Xylènes (Somme o,m,p) | 1780 | | 129 |
| Chlorobenzènes | Hexachlorobenzène | 1199 | 16 | 83 |
| | Pentachlorobenzène | 1888 | 26 | |
| | 1,2,3 trichlorobenzène | 1630 | 31 | 117 |


| Famille | Substances ¹ | Code SANDRE ² | n°DCE ³ | n°76/464 ⁴ |
|----------------|-----------------------------------|--------------------------|--------------------|-----------------------|
| | 1,2,4 trichlorobenzène | 1283 | 31 | 118 |
| | 1,3,5 trichlorobenzène | 1629 | | 117 |
| | Chlorobenzène | 1467 | | 20 |
| | 1,2 dichlorobenzène | 1165 | | 53 |
| | 1,3 dichlorobenzène | 1164 | | 54 |
| | 1,4 dichlorobenzène | 1166 | | 55 |
| | 1,2,4,5 tétrachlorobenzène | 1631 | | 109 |
| | 1-chloro-2-nitrobenzène | 1469 | | 28 |
| | 1-chloro-3-nitrobenzène | 1468 | | 29 |
| | 1-chloro-4-nitrobenzène | 1470 | | 30 |
| Chlorophénols | Pentachlorophénol | 1235 | 27 | 102 |
| | 4-chloro-3-méthylphénol | 1636 | | 24 |
| | 2 chlorophénol | 1471 | | 33 |
| | 3 chlorophénol | 1651 | | 34 |
| | 4 chlorophénol | 1650 | | 35 |
| | 2,4 dichlorophénol | 1486 | | 64 |
| | 2,4,5 trichlorophénol | 1548 | | 122 |
| | 2,4,6 trichlorophénol | 1549 | | 122 |
| COHV | Hexachloropentadiène | 2612 | | |
| | 1,2 dichloroéthane | 1161 | 10 | 59 |
| | Chlorure de méthylène | 1168 | 11 | 62 |
| | Hexachlorobutadiène | 1652 | 17 | 84 |
| | Chloroforme | 1135 | 32 | 23 |
| | Tétrachlorure de carbone | 1276 | | 13 |
| | Chloroprène | 2611 | | 36 |
| | 3-chloroprène (chlorure d'allyle) | 2065 | | 37 |
| | 1,1 dichloroéthane | 1160 | | 58 |
| | 1,1 dichloroéthylène | 1162 | | 60 |
| | 1,2 dichloroéthylène | 1163 | | 61 |
| | Hexachloroéthane | 1656 | | 86 |
| | 1,1,2,2 tétrachloroéthane | 1271 | | 110 |
| | Tétrachloroéthylène | 1272 | | 111 |
| | 1,1,1 trichloroéthane | 1284 | | 119 |
| | 1,1,2 trichloroéthane | 1285 | | 120 |
| | Trichloroéthylène | 1286 | | 121 |
| | Chlorure de vinyle | 1753 | | 128 |
| Chlorotoluènes | 2-chlorotoluène | 1602 | | 38 |
| | 3-chlorotoluène | 1601 | | 39 |
| | 4-chlorotoluène | 1600 | | 40 |
| HAP | Anthracène | 1458 | 2 | 3 |
| | Fluoranthène | 1191 | 15 | |
| | Naphtalène | 1517 | 22 | 96 |
| | Acénaphène | 1453 | | |
| | Benzo (a) Pyrène | 1115 | 28 | |
| | Benzo (b) Fluoranthène | 1116 | 28 | |
| | Benzo (g,h,i) Pérylène | 1118 | 28 | |
| | Benzo (k) Fluoranthène | 1117 | 28 | |
| | Indeno (1,2,3-cd) Pyrène | 1204 | 28 | |
| Métaux | Cadmium et ses composés | 1388 | 6 | 12 |

| Famille | Substances ¹ | Code SANDRE ² | n°DCE ³ | n°76/464 ⁴ |
|----------------------------|--|--------------------------|--------------------|-----------------------|
| | Plomb et ses composés | 1382 | 20 | |
| | Mercure et ses composés | 1387 | 21 | 92 |
| | Nickel et ses composés | 1386 | 23 | |
| | Arsenic et ses composés | 1369 | | 4 |
| | Zinc et ses composés | 1383 | | 133 |
| | Cuivre et ses composés | 1392 | | 134 |
| | Chrome et ses composés | 1389 | | 136 |
| <i>Nitro aromatiques</i> | 2-nitrotoluène | 2613 | | |
| | Nitrobenzène | 2614 | | |
| <i>Organétains</i> | Tributylétain cation | 2879 | 30 | 115 |
| | Dibutylétain cation | 7074 | | 49,50,51 |
| | Monobutylétain cation | 2542 | | |
| | Triphénylétain cation | 6372 | | 125,126,127 |
| <i>PCB</i> | PCB 28 | 1239 | | 101 |
| | PCB 52 | 1241 | | |
| | PCB 101 | 1242 | | |
| | PCB 118 | 1243 | | |
| | PCB 138 | 1244 | | |
| | PCB 153 | 1245 | | |
| | PCB 180 | 1246 | | |
| <i>Pesticides</i> | Trifluraline | 1289 | 33 | |
| | Alachlore | 1101 | 1 | |
| | Atrazine | 1107 | 3 | |
| | Chlorfenvinphos | 1464 | 8 | |
| | Chlorpyrifos | 1083 | 9 | |
| | Diuron | 1177 | 13 | |
| | Alpha Endosulfan | 1178 | 14 | |
| | béta Endosulfan | 1179 | 14 | |
| | alpha Hexachlorocyclohexane | 1200 | 18 | |
| | gamma isomère Lindane | 1203 | 18 | |
| | Isoproturon | 1208 | 19 | |
| | Simazine | 1263 | 29 | |
| <i>Paramètres de suivi</i> | Demande Chimique en Oxygène ou Carbone Organique Total | 1314 1841 | | |
| | Matières en Suspension | 1305 | | |

 Substances Dangereuses Prioritaires issues de l'annexe X de la DCE (tableau A de la circulaire du 07/05/07) et de la directive fille de la DCE adoptée le 20 octobre 2008 (anthracène et endosulfan)

 Substances Prioritaires issues de l'annexe X de la DCE (tableau A de la circulaire du 07/05/07)

 Autres substances pertinentes issues de la liste I de la directive 2006/11/CE (anciennement Directive 76/464/CEE) et ne figurant pas à l'annexe X de la DCE (tableau B de la circulaire du 07/05/07)

 Autres substances pertinentes issues de la liste II de la directive 2006/11/CE (anciennement Directive 76/464/CEE) et autres substances, non SDP ni SP (tableaux D et E de la circulaire du 07/05/07)

 Autres paramètres

¹ : Les groupes de substances sont indiqués en italique.

² : Code Sandre de la substance : <http://sandre.eaufrance.fr/app/References/client.php>

³ : Correspondance avec la numérotation utilisée à l'annexe X de la DCE (Directive 2000/60/CE).

⁴ : N°UE : le nombre mentionné correspond au classement par ordre alphabétique issu de la communication de la Commission européenne au Conseil du 22 juin 1982

ANNEXE 5.2 : LIMITES DE QUANTIFICATION A ATTEINDRE

Rectificatif annexe 5.2 version du 25/04/2012

Modifications apportées

NP10E (code sandre 6366), NP20E (code sandre 6369), OP10E (code sandre 6370), OP20E (code sandre 6371), triphénylétain cation (code sandre 6372)

Réintégration des familles Nitro-aromatiques et Chlorotoluènes

Nonylphénols : analyse des Nonylphénols de numéro CAS 25154-52-3 (code sandre 1957) et 84852-15-3 (code sandre 1958). Restitution sous le code sandre 6598 (code regroupant les codes sandre 1957 et 1958).

Octylphénols : analyse des Octylphénols de numéro CAS 1806-26-4 (code sandre 1920) et 140-66-9 (code sandre 1959). Restitution sous le code sandre 6600 (code regroupant les codes sandre 1920 et 1959).

Dibutylétain : code sandre 1771 gelé ; nouveau code sandre 7074

| Famille | Substances | Codes SANDRE <small>Erreur ! Signet non défini.</small> | LQ <small>Erreur ! Signet non défini.</small> à atteindre par substance par les laboratoires prestataires en µg/l Eaux Résiduales |
|---------------------|--|--|---|
| Alkylphénols | Nonylphénols | 6598 = 1957 ^{III} + 1958 | 0.1 pour la somme des deux substances (1957 et 1958) |
| | NP10E | 6366 | 0.1* pour l'ensemble des substances |
| | NP20E | 6369 | 0.1* pour l'ensemble des substances |
| | Octylphénols | 6600 = 1920 + 1959 | 0.1 pour la somme des deux substances (1920 et 1959) |
| | OP10E | 6370 | 0.1* |
| | OP20E | 6371 | 0.1* |
| Anilines | 2 chloroaniline | 1593 | 0.1 |
| | 3 chloroaniline | 1592 | 0.1 |
| | 4 chloroaniline | 1591 | 0.1 |
| | 4-chloro-2 nitroaniline | 1594 | 0.1 |
| | 3,4 dichloroaniline | 1586 | 0.1 |
| | | | |
| Autres | Chloroalcanes C ₁₀ -C ₁₃ | 1955 | 10 |
| | Biphényle | 1584 | 0.05 |
| | Epichlorhydrine | 1494 | 0.5 |
| | Tributylphosphate | 1847 | 0.1 |
| | Acide chloroacétique | 1465 | 25 |

| Famille | Substances | Codes SANDRE <small>Erreur ! Signet non défini.</small> | LQ <small>Erreur ! Signet non défini.</small> à atteindre par substance par les laboratoires prestataires en µg/l Eaux Résiduaires |
|-----------------------|-----------------------------------|--|---|
| BDE | Tétabromodiphényléther BDE 47 | 2919 | La quantité de MES à prélever pour l'analyse devra permettre d'atteindre une LQ équivalente dans l'eau de 0,05 µg/l pour chaque BDE. |
| | Pentabromodiphényléther (BDE 99) | 2916 | |
| | Pentabromodiphényléther (BDE 100) | 2915 | |
| | Hexabromodiphényléther BDE 154 | 2911 | |
| | Hexabromodiphényléther BDE 153 | 2912 | |
| | Heptabromodiphényléther BDE 183 | 2910 | |
| | Décabromodiphényléther (BDE 209) | 1815 | |
| BTEX | Benzène | 1114 | 1 |
| | Ethylbenzène | 1497 | 1 |
| | Isopropylbenzène | 1633 | 1 |
| | Toluène | 1278 | 1 |
| | Xylènes (Somme o,m,p) | 1780 | 2 |
| Chlorobenzènes | Hexachlorobenzène | 1199 | 0.01 |
| | Pentachlorobenzène | 1888 | 0.02 |
| | 1,2,3 trichlorobenzène | 1630 | 1 |
| | 1,2,4 trichlorobenzène | 1283 | 1 |
| | 1,3,5 trichlorobenzène | 1629 | 1 |
| | Chlorobenzène | 1467 | 1 |
| | 1,2 dichlorobenzène | 1165 | 1 |
| | 1,3 dichlorobenzène | 1164 | 1 |
| | 1,4 dichlorobenzène | 1166 | 1 |
| | 1,2,4,5 tétrachlorobenzène | 1631 | 0.05 |
| | 1-chloro-2-nitrobenzène | 1469 | 0.1 |
| | 1-chloro-3-nitrobenzène | 1468 | 0.1 |
| | 1-chloro-4-nitrobenzène | 1470 | 0.1 |
| Chlorophénols | Pentachlorophénol | 1235 | 0.1 |
| | 4-chloro-3-méthylphénol | 1636 | 0.1 |
| | 2 chlorophénol | 1471 | 0.1 |
| | 3 chlorophénol | 1651 | 0.1 |
| | 4 chlorophénol | 1650 | 0.1 |
| | 2,4 dichlorophénol | 1486 | 0.1 |
| | 2,4,5 trichlorophénol | 1548 | 0.1 |
| | 2,4,6 trichlorophénol | 1549 | 0.1 |
| COHV | Hexachloropentadiène | 2612 | 0.1 |

| Famille | Substances | Codes SANDRE ^{Erreur ! Signet non défini.} | LQ ^{Erreur ! Signet non défini.} à atteindre par substance par les laboratoires prestataires en µg/l Eaux Résiduales |
|-------------------|-----------------------------------|--|---|
| | 1,2 dichloroéthane | 1161 | 2 |
| | Chlorure de méthylène | 1168 | 5 |
| | Hexachlorobutadiène | 1652 | 0.5 |
| | Chloroforme | 1135 | 1 |
| | Tétrachlorure de carbone | 1276 | 0.5 |
| | Chloroprène | 2611 | 1 |
| | 3-chloroprène (chlorure d'allyle) | 2065 | 1 |
| | 1,1 dichloroéthane | 1160 | 5 |
| | 1,1 dichloroéthylène | 1162 | 2.5 |
| | 1,2 dichloroéthylène | 1163 | 5 |
| | Hexachloroéthane | 1656 | 1 |
| | 1,1,2,2 tétrachloroéthane | 1271 | 1 |
| | Tétrachloroéthylène | 1272 | 0.5 |
| | 1,1,1 trichloroéthane | 1284 | 0.5 |
| | 1,1,2 trichloroéthane | 1285 | 1 |
| | Trichloroéthylène | 1286 | 0.5 |
| | Chlorure de vinyle | 1753 | 5 |
| Chlorotoluènes | 2-chlorotoluène | 1602 | 1 |
| | 3-chlorotoluène | 1601 | 1 |
| | 4-chlorotoluène | 1600 | 1 |
| HAP | Anthracène | 1458 | 0.01 |
| | Fluoranthène | 1191 | 0.01 |
| | Naphtalène | 1517 | 0.05 |
| | Acénaphène | 1453 | 0.01 |
| | Benzo (a) Pyrène | 1115 | 0.01 |
| | Benzo (k) Fluoranthène | 1117 | 0.01 |
| | Benzo (b) Fluoranthène | 1116 | 0.01 |
| | Benzo (g,h,i) Pérylène | 1118 | 0.01 |
| | Indeno (1,2,3-cd) Pyrène | 1204 | 0.01 |
| Métaux | Cadmium et ses composés | 1388 | 2 |
| | Plomb et ses composés | 1382 | 5 |
| | Mercure et ses composés | 1387 | 0.5 |
| | Nickel et ses composés | 1386 | 10 |
| | Arsenic et ses composés | 1369 | 5 |
| | Zinc et ses composés | 1383 | 10 |
| | Cuivre et ses composés | 1392 | 5 |
| | Chrome et ses composés | 1389 | 5 |
| Nitro aromatiques | 2-nitrotoluène | 2613 | 0.2 |
| | Nitrobenzène | 2614 | 0.2 |

| Famille | Substances | Codes SANDRE <small>Erreur I Signet non défini.</small> | LQ <small>Erreur I Signet non défini.</small> à atteindre par substance par les laboratoires prestataires en µg/l Eaux Résiduelles |
|----------------------------|--|--|---|
| Organoétains | Tributylétain cation | 2879 | 0.02 |
| | Dibutylétain cation | 7074 | 0.02 |
| | Monobutylétain cation | 2542 | 0.02 |
| | Triphénylétain cation | 6372 | 0.02 |
| PCB | PCB 28 | 1239 | 0.01 |
| | PCB 52 | 1241 | 0.01 |
| | PCB 101 | 1242 | 0.01 |
| | PCB 118 | 1243 | 0.01 |
| | PCB 138 | 1244 | 0.01 |
| | PCB 153 | 1245 | 0.01 |
| | PCB 180 | 1246 | 0.01 |
| Pesticides | Trifluraline | 1289 | 0.05 |
| | Alachlore | 1101 | 0.02 |
| | Atrazine | 1107 | 0.03 |
| | Chlorfenvinphos | 1464 | 0.05 |
| | Chlorpyrifos ethyl | 1083 | 0.05 |
| | Diuron | 1177 | 0.05 |
| | Apha Endosulfan | 1178 | 0.02 |
| | béta Endosulfan | 1179 | 0.02 |
| | alpha Hexachlorocyclohexane | 1200 | 0.02 |
| | gamma isomère Lindane | 1203 | 0.02 |
| | Isoproturon | 1208 | 0.05 |
| | Simazine | 1263 | 0.03 |
| Paramètres de suivi | Demande Chimique en Oxygène ou Carbone Organique Total | 1314 1841 | 30000 300 |
| | Matières en Suspension | 1305 | 2000 |

ⁱ Code Sandre accessible sur <http://sandre.eaufrance.fr/app/References/client.php>

ⁱⁱ La valeur à atteindre pour la limite de quantification (LQ) correspond à la valeur que 50% des prestataires sont capables d'atteindre le plus fréquemment. Ces valeurs sont issues de l'exploitation des LQ transmises par les laboratoires dans le cadre de l'action 3RSDE depuis 2005.

ⁱⁱⁱ Le code Sandre 1957 englobe également le code Sandre 5474 (CAS 104-40-50)

* Valeur de LQ dérivée de l'annexe D de la norme ISO/DIS 18857-2

ANNEXE 5.3 : INFORMATIONS DEMANDEES PAR PRELEVEMENT, PAR PARAMETRE ET PAR FRACTION ANALYSEE RESTITUTION AU FORMAT SANDRE

Rectificatif annexe 5.3 version du 25/04/2012

Modifications apportées

Fraction analysée : remplacement du code sandre 41 : MES brutes par le code sandre 156 : phase particulière de l'eau

| POUR CHAQUE PRELEVEMENT : INFORMATIONS DEMANDEES | | |
|--|---------------------------------------|---|
| Critère SANDRE | Valeurs possibles | Exemples de restitution |
| IDENTIFICATION DE L'ORGANISME DE PRELEVEMENT | Imposé | Code Sandre du prestataire de prélèvement Code exploitant |
| IDENTIFICATION DE L'ECHANTILLON | Texte | Champ libre permettant d'identifier l'échantillon. Référence donnée par le laboratoire |
| TYPE DE PRELEVEMENT | Liste déroulante | - Asservi au débit - Proportionnel au temps - Prélèvement ponctuel |
| PERIODE DE PRELEVEMENT_DATE_DEBUT | Date | Date de début Format JJ/MM/AAAA |
| DUREE DE PRELEVEMENT | Nombre | Durée en Nombre d'heures |
| REFERENTIEL DE PRELEVEMENT | Texte | Champ destiné à recevoir la référence à la norme de prélèvement |
| DATE DERNIER CONTROLE METROLOGIQUE DU DEBITMETRE | Date | Renseigne la date du dernier contrôle métrologique valide du débitmètre |
| NOMBRE D'ECHANTILLON | Nombre entier | Nombre de prélèvements pour constituer l'échantillon moyen (valeur par défaut 1) |
| BLANC SYSTEME PRELEVEMENT | | Oui, Non |
| BLANC ATMOSPHERE | | Oui, Non |
| DATE DE PRISE EN CHARGE PAR LE LABORATOIRE | Date | Date d'arrivée au laboratoire Format JJ/MM/AAAA |
| IDENTIFICATION LABORATOIRE PRINCIPAL ANALYSE | | Code Sandre Laboratoire |
| TEMPERATURE DE L'ENCEINTE (ARRIVEE AU LABORATOIRE) | Nombre décimal 1 chiffre significatif | Température (unité °C) |

| POUR CHAQUE PARAMETRE ET POUR CHAQUE FRACTION ANALYSEE : INFORMATIONS DEMANDEES | | |
|---|--|---|
| Critère SANDRE | Valeurs possibles | Exemples de restitution |
| CODE SANDRE PARAMETRE | Imposé | |
| DATE DE DEBUT D'ANALYSE PAR LE LABORATOIRE | Date | Date de début d'analyse par le laboratoire Format JJ/MM/AAAA |
| NOM PARAMETRE | Imposé | Nom sandre |
| REFERENTIEL | Imposé | Analyse réalisée sous accréditation Analyse réalisée hors accréditation |
| NUMERO DOSSIER ACCREDITATION | | Numéro d'accréditation De type N°X-XXXX |
| FRACTION ANALYSEE | Imposé | 3 : Phase aqueuse de l'eau 23 : Eau brute 156 : Phase particulaire de l'eau |
| METHODE DE PREPARATION | L / L SPE SBSE SPE disk. L / S (MES) ASE (MES) SOXHLET (MES) Minéralisation Eau régale Minéralisation Acide nitrique Minéralisation autre | |
| TECHNIQUE DE DETECTION | FID TCD ECD GC/MS LC/MS GC/MS/MS GC/LRMS GC/LRMS/MS LC/MS/MS GC/HRMS GC/HRMS/MS FAAS ZAAS ICP/OES ICP/MS HPLC-DAD HPLC FLUO HPLC UV | |
| METHODE D'ANALYSE (norme ou à défaut le type de méthode) | texte | |

| POUR CHAQUE PARAMETRE ET POUR CHAQUE FRACTION ANALYSEE : INFORMATIONS DEMANDEES | | | |
|---|--|-------------------|--|
| Critère SANDRE | | Valeurs possibles | Exemples de restitution |
| LIMITE DE QUANTIFICATION | Valeur | Libre (numérique) | Libre (numérique) |
| | Unité | Imposé | EAU BRUTE : $\mu\text{g/l}$; PHASE AQUEUSE : $\mu\text{g/l}$, PHASE PARTICULAIRE : $\mu\text{g/kg}$ sauf MES, DCO ou COT (<i>unité en mg/l</i>) |
| | Incertitu de avec facteur d'élargissement (k=2) | Libre (numérique) | Pour une incertitude de 15%, la valeur échangée sera 15 |
| RESULTAT | Valeur | Libre (numérique) | Si résultat < limite de détection ou résultat < LQ : saisir dans résultat la valeur LD ou LQ et renseigner le Champ CODE REMARQUE DE L'ANALYSE |
| | Unité | Imposé | EAU BRUTE : $\mu\text{g/l}$; PHASE AQUEUSE : $\mu\text{g/l}$, PHASE PARTICULAIRE : $\mu\text{g/kg}$ |
| | Incertitu de avec facteur d'élargissement (k=2) | Libre (numérique) | Pour une incertitude de 15%, la valeur échangée sera 15 |
| CODE REMARQUE DE L'ANALYSE | | Imposé | Code 0 : Analyse non faite Code 1 : Résultat \geq limite de quantification Code 10 : Résultat < limite de quantification |
| CONFIRMATION DU RESULTAT | | Imposé | Code 0 : NON CONFIRME (analyse unique) Code 1 : CONFIRME (analyse dupliquée, confirmation par SM) |
| COMMENTAIRES | | Libre | Liste des paramètres retrouvés dans le blanc du système de prélèvement ou d'atmosphère + ordre de grandeur. LQ élevée (matrice complexe) Présence d'interférents etc.... |

Les critères identifiés en gras sont à renseigner obligatoirement lors de la restitution des données. L'absence de renseignements sur les champs obligatoires sera une entorse à l'engagement du laboratoire pouvant conditionner le cas échéant le paiement de la prestation par l'exploitant.

**ANNEXE 5.5 : LISTE DES PIECES A FOURNIR PAR LE LABORATOIRE PRESTATAIRE A
L'EXPLOITANT**

Justificatifs à produire

1. **Justificatifs** d'accréditations sur les opérations de prélèvements (si disponible) et d'analyse de substances dans la matrice « eaux résiduelles » comprenant a minima :
 - ✓ Numéro d'accréditation
 - ✓ Extrait de l'annexe technique sur les substances concernées
2. Liste de références en matière d'opérations de prélèvements de substances dangereuses dans les rejets industriels
3. Tableau des performances et d'assurance qualité à renseigner obligatoirement : les critères de choix pour l'exploitant pour la sélection d'un laboratoire prestataire sont repris dans ce tableau : substance accréditée ou non, et limite de quantification qui doivent être inférieures ou égales aux LQ de l'annexe 5.2.
4. Attestation du prestataire s'engageant à respecter les prescriptions de l'annexe technique (modèle joint)

TABLEAU DES PERFORMANCES ET ASSURANCE QUALITE
A RENSEIGNER ET A RESTITUER A L'EXPLOITANT

Rectificatif annexe 5.5 version du 25/04/2012

| Modifications apportées |
|---|
| NP1OE (code sandre 6366), NP2OE (code sandre 6369), OP1OE (code sandre 6370), OP2OE (code sandre 6371), triphénylétain cation (code sandre 6372) |
| Réintégration des familles Nitro-aromatiques et Chlorotoluènes |
| Nonylphénols : analyse des Nonylphénols de numéro CAS 25154-52-3 (code sandre 1957) et 84852-15-3 (code sandre 1958). Restitution sous le code sandre 6598 (code regroupant les codes sandre 1957 et 1958). |
| Octylphénols : analyse des Octylphénols de numéro CAS 1806-26-4 (code sandre 1920) et 140-66-9 (code sandre 1959). Restitution sous le code sandre 6600 (code regroupant les codes sandre 1920 et 1959). |
| Dibutylétain : code sandre 1771 gelé ; nouveau code sandre 7074 |

| Famille | Substances | Codes CAS | Code SANDRE | Substance Accréditée ¹ oui / non sur matrice eaux résiduaires | LQ en µg/l (obtenue sur une matrice eau résiduaire) |
|---------------------|--|---|-------------------------|---|--|
| Alkylphénols | Nonylphénols | 25154-52-3 84852-15-3 | 6598 = (1957 + 1958) | | |
| | NP1OE | 26027-38-3 28679-13-2 27986-36-3 | 6366 | | |
| | NP2OE | 20427-84-3 27176-93-8 156609-10-8 | 6369 | | |
| | Octylphénols | 1806-26-4 140-66-9 | 6600 = (1920 + 1959) | | |
| | OP1OE | 2315-67-5 | 6370 | | |
| | OP2OE | 2315-61-9 | 6371 | | |
| Anilines | 2 chloroaniline | 95-51-2 | 1593 | | |
| | 3 chloroaniline | 108-42-9 | 1592 | | |
| | 4 chloroaniline | 106-47-8 | 1591 | | |
| | 4-chloro-2 nitroaniline | 89-63-4 | 1594 | | |
| | 3,4 dichloroaniline | 95-76-1 | 1586 | | |
| Autres | Chloroalcanes C ₁₀ -C ₁₃ | 85535-84-8 | 1955 | | |
| | Biphényle | 92-52-4 | 1584 | | |
| | Epichlorhydrine | 106-89-8 | 1494 | | |
| | Tributylphosphate | 126-73-8 | 1847 | | |
| | Acide chloroacétique | 79-11-8 | 1465 | | |
| BDE | Tétrabromodiphényléth er BDE 47 | 5436-43-1 | 2919 | | |

| Famille | Substances | Codes CAS | Code SANDRE | Substance Accréditée ¹ oui / non sur matrice eaux résiduales | LQ en µg/l (obtenue sur une matrice eau résiduale) |
|-----------------------|--|-------------|-------------|--|---|
| | Pentabromodiphénylét her (BDE 99) | 60348-60-9 | 2916 | | |
| | Pentabromodiphénylét her (BDE 100) | 189084-64-8 | 2915 | | |
| | Hexabromodiphénylét her BDE 154 | 207122-15-4 | 2911 | | |
| | Hexabromodiphénylét her BDE 153 | 68631-49-2 | 2912 | | |
| | Heptabromodiphénylét her BDE 183 | 207122-16-5 | 2910 | | |
| | Décabromodiphénylét her (BDE 209) | 1163-19-5 | 1815 | | |
| BTEX | Benzène | 71-43-2 | 1114 | | |
| | Ethylbenzène | 100-41-4 | 1497 | | |
| | Isopropylbenzène | 98-82-8 | 1633 | | |
| | Toluène | 108-88-3 | 1278 | | |
| | Xylènes (Somme o,m,p) | 1330-20-7 | 1780 | | |
| Chlorobenzènes | Hexachlorobenzène | 118-74-1 | 1199 | | |
| | Pentachlorobenzène | 608-93-5 | 1888 | | |
| | 1,2,3 trichlorobenzène | 87-61-6 | 1630 | | |
| | 1,2,4 trichlorobenzène | 120-82-1 | 1283 | | |
| | 1,3,5 trichlorobenzène | 108-70-3 | 1629 | | |
| | Chlorobenzène | 108-90-7 | 1467 | | |
| | 1,2 dichlorobenzène | 95-50-1 | 1165 | | |
| | 1,3 dichlorobenzène | 541-73-1 | 1164 | | |
| | 1,4 dichlorobenzène | 106-46-7 | 1166 | | |
| | 1,2,4,5 tétrachlorobenzène | 95-94-3 | 1631 | | |
| | 1-chloro-2- nitrobenzène | 88-73-3 | 1469 | | |
| | 1-chloro-3- nitrobenzène | 121-73-3 | 1468 | | |
| | 1-chloro-4- nitrobenzène | 100-00-5 | 1470 | | |
| | Pentachlorophénol | 87-86-5 | 1235 | | |
| Chlorophénols | 4-chloro-3- méthylphénol | 59-50-7 | 1636 | | |
| | 2 chlorophénol | 95-57-8 | 1471 | | |
| | 3 chlorophénol | 108-43-0 | 1651 | | |
| | 4 chlorophénol | 106-48-9 | 1650 | | |
| | 2,4 dichlorophénol | 120-83-2 | 1486 | | |

| Famille | Substances | Codes CAS | Code SANDRE | Substance Accréditée ¹ oui / non sur matrice eaux résiduelles | LQ en µg/l (obtenue sur une matrice eau résiduaire) |
|----------------|-----------------------------------|-----------|-------------|---|--|
| | 2,4,5 trichlorophénol | 95-95-4 | 1548 | | |
| | 2,4,6 trichlorophénol | 88-06-2 | 1549 | | |
| COHV | Hexachloropentadiène | 77-47-4 | 2612 | | |
| | 1,2 dichloroéthane | 107-06-2 | 1161 | | |
| | Chlorure de méthylène | 75-09-2 | 1168 | | |
| | Hexachlorobutadiène | 87-68-3 | 1652 | | |
| | Chloroforme | 67-66-3 | 1135 | | |
| | Tétrachlorure de carbone | 56-23-5 | 1276 | | |
| | Chloroprène | 126-99-8 | 2611 | | |
| | 3-chloroprène (chlorure d'allyle) | 107-05-1 | 2065 | | |
| | 1,1 dichloroéthane | 75-34-3 | 1160 | | |
| | 1,1 dichloroéthylène | 75-35-4 | 1162 | | |
| | 1,2 dichloroéthylène | 540-59-0 | 1163 | | |
| | Hexachloroéthane | 67-72-1 | 1656 | | |
| | 1,1,2,2 tétrachloroéthane | 79-34-5 | 1271 | | |
| | Tétrachloroéthylène | 127-18-4 | 1272 | | |
| | 1,1,1 trichloroéthane | 71-55-6 | 1284 | | |
| | 1,1,2 trichloroéthane | 79-00-5 | 1285 | | |
| | Trichloroéthylène | 79-01-6 | 1286 | | |
| | Chlorure de vinyle | 75-01-4 | 1753 | | |
| Chlorotoluènes | 2-chlorotoluène | 95-49-8 | 1602 | | |
| | 3-chlorotoluène | 108-41-8 | 1601 | | |
| | 4-chlorotoluène | 106-43-4 | 1600 | | |
| HAP | Anthracène | 120-12-7 | 1458 | | |
| | Fluoranthène | 206-44-0 | 1191 | | |
| | Naphtalène | 91-20-3 | 1517 | | |
| | Acénaphène | 83-32-9 | 1453 | | |
| | Benzo (a) Pyrène | 50-32-8 | 1115 | | |
| | Benzo (k) Fluoranthène | 207-08-9 | 1117 | | |
| | Benzo (b) Fluoranthène | 205-99-2 | 1116 | | |
| | Benzo (g,h,i) Pérylène | 191-24-2 | 1118 | | |
| | Indeno (1,2,3-cd) Pyrène | 193-39-5 | 1204 | | |
| Métaux | Cadmium et ses composés | 7440-43-9 | 1388 | | |
| | Plomb et ses composés | 7439-92-1 | 1382 | | |
| | Mercure et ses composés | 7439-97-6 | 1387 | | |
| | Nickel et ses composés | 7440-02-0 | 1386 | | |

| Famille | Substances | Codes CAS | Code SANDRE | Substance Accréditée ¹ oui / non sur matrice eaux résiduelles | LQ en µg/l (obtenue sur une matrice eau résiduaire) |
|----------------------------|--|------------|-------------|---|--|
| | Arsenic et ses composés | 7440-38-2 | 1369 | | |
| | Zinc et ses composés | 7440-66-6 | 1383 | | |
| | Cuivre et ses composés | 7440-50-8 | 1392 | | |
| | Chrome et ses composés | 7440-47-3 | 1389 | | |
| Nitro aromatiques | 2-nitrotoluène | 88-72-2 | 2613 | | |
| | Nitrobenzène | 98-95-3 | 2614 | | |
| Organoétains | Tributylétain cation | 36643-28-4 | 2879 | | |
| | Dibutylétain cation | 1002-53-5 | 7074 | | |
| | Monobutylétain cation | 78763-54-9 | 2542 | | |
| | Triphénylétain cation | 668-34-8 | 6372 | | |
| PCB | PCB 28 | 7012-37-5 | 1239 | | |
| | PCB 52 | 35693-99-3 | 1241 | | |
| | PCB 101 | 37680-73-2 | 1242 | | |
| | PCB 118 | 31508-00-6 | 1243 | | |
| | PCB 138 | 35065-28-2 | 1244 | | |
| | PCB 153 | 35065-27-1 | 1245 | | |
| | PCB 180 | 35065-29-3 | 1246 | | |
| Pesticides | Trifluraline | 1582-09-8 | 1289 | | |
| | Alachlore | 15972-60-8 | 1101 | | |
| | Atrazine | 1912-24-9 | 1107 | | |
| | Chlorfenvinphos | 470-90-6 | 1464 | | |
| | Chlorpyrifos | 2921-88-2 | 1083 | | |
| | Diuron | 330-54-1 | 1177 | | |
| | Alpha Endosulfan | 959-98-8 | 1178 | | |
| | béta Endosulfan | 33213-65-9 | 1179 | | |
| | alpha Hexachlorocyclohexane | 319-84-6 | 1200 | | |
| | gamma isomère Lindane | 58-89-9 | 1203 | | |
| | Isoproturon | 34123-59-6 | 1208 | | |
| | Simazine | 122-34-9 | 1263 | | |
| Paramètres de suivi | Demande Chimique en Oxygène ou Carbone Organique Total | - | 1314 | | |
| | | - | 1841 | | |
| | Matières en Suspension | - | 1305 | | |

¹ : Une absence d'accréditation pourra être acceptée pour certaines substances (substances très rarement accréditées par les laboratoires voire jamais). Il s'agit des substances : « Chloroalcanes C10-C13, diphenylétherbromés, alkylphénols et hexachloropentadiène ».

ATTESTATION DU PRESTATAIRE

Je soussigné(e)

(Nom, qualité)

Coordonnées de l'entreprise :

(Nom, forme juridique, capital social, RCS, siège social et adresse si différente du siège)

.....

.....

- ❖ reconnais avoir reçu et avoir pris connaissance des prescriptions techniques applicables aux opérations de prélèvements et d'analyses pour la mise en œuvre de la deuxième phase de l'action nationale de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses pour le milieu aquatique et des documents auxquels il fait référence.
- ❖ m'engage à restituer les résultats dans un délai de XXX mois après réalisation de chaque prélèvement ⁸
- ❖ reconnais les accepter et les appliquer sans réserve.

A :

Le :

Pour le soumissionnaire^{*}, nom et prénom de la personne habilitée à signer le marché :

Signature :

Cachet de la société :

^{*}Signature et qualité du signataire (qui doit être habilité à engager sa société) précédée de la mention « Bon pour acceptation »

⁸ L'attention est attirée sur l'intérêt de disposer des résultats d'analyses de la première mesure avant d'engager la suivante afin d'évaluer l'adéquation du plan de prélèvement, en particulier lors des premières mesures.

